

# Qualifications intermédiaires

## Comment les comparer?

Les travaux scientifiques et techniques ayant pour but d'établir des référentiels comparés des profils professionnels à un niveau communautaire ont, en ce qui concerne la méthode et la procédure, atteint un stade avancé au CEDEFOP.

Les institutions nationales en la matière, notamment le CEREQ en France, l'ISFOL en Italie, le BIBB en République fédérale d'Allemagne, le NCVQ au Royaume-Uni et le CIBB aux Pays-Bas, ont été consultés et travaillent en étroite liaison avec le CEDEFOP pour développer les trois premiers domaines professionnels (mécanique, tourisme et travaux administratifs). Les résultats de ces études seront soumis à la Commission et au Comité consultatif de la formation professionnelle avant la fin de l'année.

Ces référentiels, qui doivent informer les employeurs, travailleurs et institutions d'enseignement technique sur les capacités requises pour accomplir certaines fonctions types, pourraient compléter les données figurant dans les tableaux de Correspondance de qualifications de formation professionnelle (Décision de juillet 1985).

En effet, quand il s'agit des qualifications dites intermédiaires (les "techniciens", les "agents de maîtrise", les "cadres moyens", etc.),

*Continued overleaf*



La section des affaires sociales, familiales, de l'éducation et de la culture du Comité économique et social (CES) a émis un avis le 9 avril 90 sur la "Proposition de règlement (CEE) du Conseil créant une

### **Fondation européenne pour la formation".**

Selon l'avis de la section, les aides au développement de la formation professionnelle initiale et permanente dans ces pays constituent un investissement judicieux et

utile dont profite l'économie de l'espace européen en général d'une part et qui stimulent la collaboration économique dans l'intérêt des citoyens, d'autre part. La création de la Fondation européenne pour la formation, qui doit servir un tel objectif, est donc expressément approuvée et soutenue. Etant donné qu'il s'impose d'apporter une aide et un encouragement rapides, tout devrait être fait pour respecter le calendrier qui prévoit la création de la Fondation pour la mi-1990.

*Continued overleaf*

## Comparability of vocational training qualifications in the agriculture sector

The results of the expert group coordinated by, and working under the auspices of CEDEFOP on 26 occupations in the agriculture sector have now been published in the Official Journal of the EC, No. C83 of 2 April 1990.

*Continued page 3*

# CEDEFOP NEWS



N° 2/May 1990

Cat.-Nr. HX-AB-90-002-3A-C

### **In this edition:**

From the EC-Institutions .....	3
From CEDEFOP .....	4
International .....	5
Bilateral Cooperation .....	7
Partnerships .....	7
From Eastern Europe .....	8
From the Member States .....	10
Meetings .....	19
Publications .....	21

# Qualifications intermédiaires

## Comment les comparer?

les professions sur les marchés de travail sont davantage segmentées, des connaissances intellectuelles et technologiques s'imposent et les capacités y afférentes se modulent tout au long d'un processus combinant la formation structurée et le développement personnel (voir Revue Formation professionnelle, No. 3/89 du CEDEFOP).

Tout cela complique le classement de ces figures professionnelles à un niveau précis, à l'intérieur de la classification en 5 niveaux établis pour la "Correspondance des qualifications". C'est pourquoi la classification et la hiérarchisation des qualifications intermédiaires resteront encore longtemps une affaire propre aux acteurs de chaque Etat membre.

Cette conclusion a fait l'objet d'une table ronde tenue lors d'une réunion récemment organisée par le CEDEFOP pour débattre des études réalisées en



Enrique Retuerto - Directeur adjoint -, Coordinateur du projet "Répertoire des profils professionnels demandés sur les marchés de l'emploi et préparation d'une base de données"

France et en République fédérale d'Allemagne à ce sujet (Séminaire sur l'émergence des qualifications intermédiaires dans l'entreprise par le CEDEFOP et le Ministère fédéral de la formation professionnelle, Berlin, 29-30 mars).

La diversité des situations - variant selon le pays, le secteur d'activités, la taille de l'entreprise et son modèle

d'organisation - était telle que l'approche des exigences professionnelles vis à vis des personnes plutôt que vis à vis des postes de travail, a confirmé l'exercice méthodologique du Centre axé sur un référentiel modulaire des connaissances, savoir-faire et comportements apparentés aux **fonctions types** citées ci-avant.

Enrique Retuerto

## Fondation européenne pour la formation



Attendu que la tâche principale de la Fondation consiste en une activité de coordination, les activités proprement dites doivent partir des

établissements de formation professionnelle initiale et permanente eux-mêmes.

Il conviendrait, lors de la définition de projets, d'accorder également une importance particulière aux programmes permettant aux jeunes et aux adultes de séjourner dans un pays d'Europe occidentale dans le cadre de leur formation professionnelle initiale ou permanente, cela afin d'une part qu'ils aient un aperçu direct du système de formation professionnelle du pays d'accueil et, d'autre part, d'encourager les rencontres entre citoyens d'Europe orientale et occidentale. Cela vaut notamment pour la catégorie importante des jeunes sans formation universitaire.

Les programmes d'aide en matière de gestion revêtent un caractère particulièrement urgent dans l'optique de l'élaboration rapide de structures d'économie de marché. L'on devrait en priorité développer et tester des modèles de séminaires de formation permanente et de stages, par exemple dans les domaines de la comptabilité, de la distribution,

du commerce extérieur et de l'organisation de l'entreprise.

Il importe tout particulièrement, dans l'optique de l'efficacité des activités, d'assurer la circulation de l'information de la Fondation vers les entreprises et établissements de formation, le cas échéant, par le biais d'organes nationaux de coordination.

Il conviendrait notamment de déterminer en priorité quels enseignements et quels résultats tirés de programmes communautaires correspondants peuvent être transposés aux contextes particuliers des pays d'Europe centrale et orientale.

Un élargissement des activités de la Fondation dépassant le cadre de la coopération avec la Pologne et la Hongrie devrait être envisagé dès que possible en fonction des aspirations et des besoins d'autres Etats d'Europe de l'Est et dans le mesure où le financement y afférent peut être assuré par les divers Etats concernés ou par la Communauté.

Par ailleurs, les associations d'employeurs et les syndicats devraient également participer au niveau national et européen à la planification des projets. La Commission devrait établir clairement le caractère contraignant de la participation des partenaires sociaux.

Le Comité estime que la coopération du CEDEFOP est judicieuse et utile. L'utilisation d'infrastructures existantes,

qu'is s'agisse de locaux ou d'autres installations, permet de réduire la durée de la phase de démarrage ainsi que les dépenses. La situation géographique de Berlin est aussi avantageuse en raison de la proximité des pays d'Europe centrale et orientale. Les formes et les contenus de la coopération entre la Fondation et le CEDEFOP devront être définis de manière plus concrète et faire l'objet d'un accord contractuel à la lumière des premières expériences. En tout état de cause et en ce qui concerne les activités de ces institutions, une assistance mutuelle s'impose également.

Il conviendrait en priorité de faire en sorte que soit accordé à la Fondation préconisée un statut semblable à celui du CEDEFOP régissant notamment:

- la composition du comité directeur,
- le mode de présidence,
- la nomination du directeur,
- la participation des partenaires sociaux.

La Fondation devrait être assistée d'un comité consultatif se réunissant à des intervalles réguliers d'environ 6 mois pour examiner en connaissance de cause les travaux de la Fondation.

Afin d'assurer le fonctionnement rapide de la Fondation, cette tâche devrait être attribuée à la section des affaires sociales du CES.

Document du CES 328/90 "SOC/188"/BM

Der Wirtschafts- und Sozialausschuß der EG (WSA) hat auf seiner Plenartagung in Brüssel am 28./29. März 1990 folgende Stellungnahmen mit großer Mehrheit abgegeben:

1

Das vorgeschlagene Programm der Gemeinschaft zur **Förderung der beruflichen Weiterbildung (FORCE)** wird gutgeheißen und die Schlüsselrolle, die der Weiterbildung bei der Bewältigung der Folgen des wirtschaftlichen und sozialen Wandels zukommt, deutlich herausgestellt.

In seinen allgemeinen Bemerkungen unterstreicht der WSA die Rolle der Sozialpartner auf allen Ebenen ebenso wie die notwendige Förderung grenzüberschreitender Vorhaben.

In den besonderen Anmerkungen wird namentlich auf folgende Aspekte eingegangen:

- die Notwendigkeit einer genauen begrifflichen Abgrenzung und genauer Konzepte;
- den Zugang zur Weiterbildung für Arbeitnehmer aus Drittstaaten und die Notwendigkeit, Diskriminierungen auszuschließen;
- das Problem des Zugangs zur Weiterbildung für alle Betroffenen und die in diesem Bereich fortbestehenden Hindernisse;
- Bildungsurlaubsregelungen;
- die "präventive" und "kurative" Funktion der Weiterbildung;
- die Finanzierung des Gemeinschaftsprogramms;
- die Entwicklung neuer und moderner Lernformen in der beruflichen Weiterbildung;
- die Zweckmäßigkeit eines europäischen Netzwerkes von Unternehmen und Weiterbildungseinrichtungen;
- die Schaffung von europäischen "Zusatzqualifikationen".

Abschließend unterstreicht der Ausschuß, daß berufliche Weiterbildung lediglich eine Stufe eines umfassenden Bildungssystems ist. Sie kann deshalb nur dort erfolgreich ansetzen, wo die schulischen Grundlagen, aber auch die berufliche Grundqualifikation in der Erstausbildung, in ausreichendem Maße vorhanden sind. Sie ist dann zwar ein wichtiges Instrument zur Verbesserung der Beschäftigungsaussichten für die Arbeitnehmer, sie kann jedoch die Probleme des Arbeitsmarktes allein nicht lösen. Die Arbeitsmarktpolitik muß die Voraussetzungen schaffen, damit berufliche Weiterbildung die von den Betroffenen erhofften Chancen wirklich eröffnet und nicht in Enttäuschung mündet.

2

Die im "Vorschlag für eine Richtlinie des Rates betreffend die **gegenseitige Anerkennung der Befähigungszeugnisse und Qualifikationen des in der Zivilluftfahrt tätigen Personals**" genannten Ziele

- Mobilität,
- Sicherheit und
- Ausarbeitung beruflicher Mindestnormen

werden vom WSA unterstützt.

Der WSA begrüßt ferner den Beschluß, für die vorläufige Anerkennung

von Befähigungsnachweisen ab 1. Juli 1990 die Anlage 1 des Abkommens von Chicago zugrunde zu legen. Der Ausschuß befürwortet den Vorschlag der Kommission, in der ersten Phase die Anforderungen an die Befähigungsnachweise durch eine Anpassung an die von der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation (ICAO) festgelegten Anforderungen an Befähigungszeugnisse zu harmonisieren und in der zweiten Phase die Ausarbeitung von Mindestanforderungen an Befähigungsnachweise und Ausbildungsprogramme auf die Ausbildung bezüglich der Sicherheitsaspekte zu beschränken.

Schließlich muß nach Ansicht des WSA der Geltungsbereich der vorgeschlagenen Richtlinie das Kabinenpersonal (Stewards und Stewards) einschließen.

WSA-Kurzinformationen vom 30.3.90/BM

*Continued from page 1*

## Comparability of vocational training qualifications in the agriculture sector

The following occupations are covered in the report:

1. Agricultural worker(m/f)
2. Agricultural machinery operator(m/f)
3. Farm house assistant(m/f)
4. Vineyard worker(m/f)
5. Wine processing worker(m/f)
6. Livestock worker(m/f)
7. Stud groom(m/f)
8. Stockman (cattle)(m/f)
9. Dairyman(m/f)
10. Shepherd(m/f)
11. Goat herdsman(m/f)
12. Pigman(m/f)
13. Stockman (small livestock)(m/f)
14. Beekeeper(m/f)
15. Horticultural worker(m/f)
16. Ornamental plant and flower production worker(m/f)
17. Fruit production worker(m/f)
18. Seed production worker(m/f)
19. Mushroom production worker(m/f)
20. Nursery production worker(m/f)
21. Vegetable production worker(m/f)
22. Landscape gardener(m/f)
23. Garden centre worker(m/f)
24. Forestry worker(m/f)
25. Forest machinery operator(m/f)
26. Fish farm worker (fresh or salt water)(m/f)

Information sheets for the respective occupations are available on request from the authorized agencies of the Member States (cf. also Official Journal No. C 209 of 14.8.1989)

The "Official Journal of the EC" No. C83 of 2 April 1990 can be ordered from the Sales Offices of the EC.

Languages: DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT

Price per copy: ECU 10.50

CEDEFOP/BM



The conclusions of the Council and the Ministers for Education meeting within the Council of 14 December 1989 on technical

and vocational education and initial training are published in the Official Journal of the EC no. C27 of 6.2.1990.

The Council and the Ministers for Education meeting within the Council,

- stress the importance of the issues at stake in technical and vocational education and training at national and European level

- ask the Commission to propose ways in which cooperation can be achieved in this area

Groups or institutions:

- Young people
- Teachers and instructors
- Educational administrators
- Training establishments and management and labour and trade-union bodies

The Official Journal of the EC no. C27 of 6.2.1990 can be ordered from the Sales Offices of the EC

Languages: DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT

Price per copy: ECU 4

BM



On 20 December 1989 the EC Commission established a Community support framework for assistance from the European Social Fund to conduct important measures and achieve important objectives such as

- combatting long-term unemployment,
- integrating young people into working life,
- assisting persons who encounter particular difficulties in finding employment (women, the disabled, migrant workers, immigrants),
- teaching basic skills, initial training, vocational training,
- offering training in technical and skilled occupations,
- providing recruitment assistance for existing companies and help in establishing new businesses.

A further important element of the Community support framework is the indicative financial planning with the anticipated funding packages. The financial burden will be borne by the European Social Fund and the national, regional and local authorities.

These Decisions are addressed to

- Belgium,
- Denmark,
- the Federal Republic of Germany,
- Luxembourg,
- Italy,
- the Netherlands and
- the United Kingdom.

They were published in the Official Journal of the European Communities No. L64 of 13 May 1990, pages 14-16.

The O.J. of the EC can be obtained at a cost of ECU 4 from the sales offices of the EC.

CEDEFOP/BM

### The right to education and training.

The most recently published issue of EUROBAROMETER, which reports on public opinion in the European Community dealt specifically with human rights and immigration in the European Community. Of particular interest from an education and training point of view was the high priority given to the right to education and training.

When asked "For each of the following rights and liberties of man, can you tell me if in general you think that they should always be respected under all circumstances or does it depend on the situation?" 94% of the representative sample replied "Always" in relation to the right to education and training, while 4% replied "It depends" and 2% did not reply. This compared with 82% for the right of "freedom of information" and 60% for "freedom of association". The figure on the right to education and training varied from a high of 97% in Ireland to a relative low of 85% in Denmark.

EUROBAROMETER is published regularly by the Directorate General for Information, Communication and Culture of the Commission of the European Communities, and this special issue dated November 1989 related to racism and xenophobia.

JMA



# CEDEFOP

Auf der 45. Sitzung am 23. März 1990 in Berlin nahm der **CEDEFOP-Verwaltungsrat** Stellung zur beabsichtigten Gründung einer "Europäischen Stiftung für Berufsbildung" für die Länder Mittel- und Osteuropas. Er begrüßte die Absichten der Gemeinschaftsorgane, diesen Ländern neben den wirtschaftlichen Hilfen auch auf dem sozialen Gebiet Unterstützung anzubieten, namentlich bei der Entwicklung und Förderung der beruflichen Bildung. Die beabsichtigte Gründung der Stiftung

unterstreiche die erhöhte Bedeutung der beruflichen Bildung auch in diesen Ländern.

CEDEFOP sei zu einer engen Zusammenarbeit auf zwei Ebenen bereit:

- Bereitstellung der vorhandenen Infrastruktur, falls die Stiftung in Berlin am Sitz des Zentrum angesiedelt werden sollte (Büro-, Sitzungs- und Konferenzräume, technische Geräte, Datenbank, Informations- und Dokumentationsmaterial);

- wissenschaftlich-inhaltliche Kooperation und Hilfe.

Die Beziehungen zwischen der Stiftung und CEDEFOP sollten in einem Kooperationsvertrag geregelt werden.

Die in den vorliegenden Entwürfen der Gründungsverordnung vorgesehene Beteiligung der Sozialpartner reicht nach Auffassung des Verwaltungsrates nicht aus. Die Vertreter der Kommission betonen allerdings die Notwendigkeit, den Vorstand der Stiftung klein und flexibel zu konstituieren.

In der verabschiedeten **Haushaltsrechnung und Vermögensübersicht 1989** werden verfügte Mittel von ECU 8,32 Mio ausgewiesen. Das Budget 1989 wurde somit zu 98,3% ausgeschöpft. Die Ausgaben 1989 verteilen sich auf die einzelnen Sektoren wie folgt:

- |  |     |
|--|-----|
| ● Projekte, Forschungsarbeiten, Studien          | 44% |
| ● Sprachendienst (Übersetzungen und Dolmetschen) | 22% |
| ● Information, Dokumentation, Veröffentlichungen | 19% |
| ● Direktion und Verwaltung                       | 15% |

Der **Voranschlag des Einnahmen- und Ausgabenplans 1991** hat ein Volumen von insgesamt ECU 10,39 Mio. Dies ist eine Steigerung gegenüber 1990 von 15,7%. Die zusätzlichen Mittel werden begründet mit der Intensivierung der Arbeiten bei den Projekten

- Entsprechung der Befähigungsnachweise,
- EG-Studienbesuchsprogramm der Berufsbildungsexperten,
- Weiterbildungsprogramm FORCE und
- Zusammenarbeit zwischen den Sozialpartnern im Bereich der beruflichen Bildung.

Der Verwaltungsrat verabschiedete ebenfalls den **Jahresbericht 1989**, der

in neun Sprachen veröffentlicht wird und beim Zentrum angefordert werden kann. Er wird kostenlos abgegeben.

CEDEFOP/BM

### Colloque Développement régional et formation professionnelle organisé par le CEDEFOP avec le concours du Conseil régional du Limousin

Limoges, 18-19 juin 1990

Analyse de la problématique de l'évaluation

Il y a quelques années encore, la politique du marché de l'emploi et des professions relevait exclusivement de la compétence de l'Etat. Les régions et les municipalités étaient tout au plus chargées de l'exécution de mesures et ne pouvaient (ou ne voulaient) décider du choix des programmes ni de leur contenu.

Entre-temps, la situation a entièrement changé. De nombreuses municipalités et administrations régionales ressentent désormais la responsabilité de se charger elles-mêmes des problèmes de ressources humaines qui se posent dans leur territoire.

Elles peuvent aussi s'appuyer de plus en plus sur les aides financières de la Communauté européenne: subsides du Fonds régional, mais surtout ceux du Fonds social et de nombreux autres programmes.

Le CEDEFOP a vu dans ces phénomènes un nouveau champ d'analyse: l'évaluation des mesures de formation professionnelle mises en oeuvre dans le cadre des politiques régionales de l'emploi. En 1988 et 1989, des études de cas ont été menées à l'aide d'un questionnaire commun d'évaluation établi par un groupe d'experts nationaux.

Les résultats de ces études de cas donnent des éléments de réponse aux questions épineuses posées par le concept et la pratique de l'évaluation:

- Quel ensemble fiable d'indicateurs peut être utilisé pour reproduire le plus fidèlement possible des états de faits et les rendre ainsi accessibles à une évaluation?
- Comment isoler statistiquement et empiriquement les effets de mesures de formation de façon à pouvoir décider s'ils peuvent être, en tant que valeurs-clés, considérés comme cause de la réussite ou de l'échec de cette mesure?
- Comment mesurer les effets à terme de mesures de formation - c'est-à-dire de quelle façon les effets obtenus par des mesures de formation dans le contexte économique-régional peuvent-ils, pour le moins, faire l'objet d'une estimation?
- Dans quelle mesure l'effet des activités ponctuelles et limitées de formation peut-il être retrouvé et évalué dans la dynamique régionale du développement qui a son rythme et sa complexité propres?
- Comment procéder à l'évaluation pour que les attendus de toutes les parties prenantes soient pris en compte?

L'objectif du colloque de Limoges sera de discuter de ces questions avec des experts et des représentants des

institutions européennes et de compléter les ébauches de réponses déjà trouvées.

Il est à noter que le colloque se déroulera seulement en deux langues communautaires (l'anglais et le français) et que le CEDEFOP ne prend pas en charge les frais des participants.

Coordination du projet:  
Maria Pierret, tél.: (030) 884 12 123

CEDEFOP/MP



### **Channel e: Europe's educational channel**

Channel e, Europe's first multilingual educational channel, has been broadcasting by satellite to Europe since March 6, 1990.

The service which is part of the European Commission's DELTA programme is an experimental project designed to assess the long term potential of using satellite television and data transfer to provide a European service of distance education, information dissemination and training.

The programmes are currently being broadcast at 0930 and 1200 Central European Time (0830 and 1100 GMT), as part of the daily programme schedule of RTL-Véronique on Transponder 13 of the ASTRA medium power satellite.

The range of programmes available from Channel e covers a wide spectrum of visual material in the field of education and training. Programmes which have already been broadcast were provided by organisations involved in educational, social and cultural activities and include: an English Language training programme from BBC (GB), a Computer Technology programme from Fernuniversität (D), a series of information programmes on training and employment opportunities for young people in Europe from CEDEFOP, programmes introducing Turkish landscape, culture and art from Anadolu University (Turkey) and a series of information programmes on the European Community and its institutions from Super Channel (UK) and the European Commission itself.

Channel e's remit during this pilot period of broadcasts includes a commitment to four main strands of programming. These are:

- Language Training - Programmes aim to explore the potential of satellite

broadcasting in the area of distance learning, and the possibility of using it to deliver resource material to language training organisations.

- Migrant Communities - Programmes for Europeans living and working outside their countries of origin.

- Youth Employment - Programmes are aimed at young people entering the labour market in Europe. This includes those entering the market for the first time and also people experiencing difficulties in finding employment.

- Post Experience and Professional Training - The audience for these programmes are target groups within particular professions who would benefit from specialised training programmes which can be broadcast into the workplace.

As Channel e is an experimental project, the content of the programmes which it will broadcast is not restricted to these areas. The Channel is continually seeking to expand its range of programmes in order to reach as wide an audience as possible. Channel e is always interested to hear from individuals or organisations who are receiving the broadcasts and are perhaps incorporating them into a training programme. Any comments which viewers would like to make in relation to the content, presentation and style, or indeed on any other aspect of the programmes can be sent to the address below.

Or alternatively if you are an organisation which could offer programmes for transmission, or would like to receive information about Channel e, please contact: Mr. Philip Crookes - Project Co-ordinator Channel e

The European Institute for the Media  
The University  
GB - Manchester M13 9PL  
Tel: 61 273 2754; Fax: 61 273 8788  
Telex: 94011070 euro g

CEDEFOP/NW

### **Collège de France, Collège d'Europe**

Le Collège de France, vieil et prestigieux établissement d'enseignement et de recherche fondé par François 1er, a accueilli le 23 février pour sa leçon inaugurale, le professeur allemand Harald Weinrich, premier titulaire de la toute nouvelle "chaire européenne" créée en 1989. D'année en année s'y succéderont des enseignements des diverses nations du Vieux Continent. Le professeur donnera deux cours : l'un consacré à la "linguistique textuelle" et l'autre à la "mémoire linguistique de l'Europe".

Le Monde/MFC

### **Les jeunes Européens se rendent visite**

Le but de ce programme triennal (1989-1991) est de favoriser l'adhésion personnelle des jeunes à l'union des peuples de la Communauté. Il s'agit de leur faire prendre conscience de la dimension européenne et de les aider à découvrir des mentalités et des modes de vie différents.

A ce jour, 1865 Français ont rencontré 2083 jeunes des autres pays de la

Communauté, dans l'Hexagone ou dans leur propre pays. Les jeunes Français ont eu d'abord des rencontres avec les Espagnols et les Anglais, puis avec les Irlandais et les Grecs.

Le programme Jeunesse pour l'Europe est ouvert à tous les citoyens de quinze à vingt-cinq ans, résidant dans les pays de la Communauté européenne. Des Allemands vivant en France, des Français établis outre-Rhin, mais aussi des Portugais, des Maghrébins et des Turcs installés de part et d'autre du Rhin peuvent y participer. Déjà, une association de jeunes Maghrébins a proposé un projet de rencontre avec des Allemands et des Néerlandais.

Allant d'une semaine à quinze jours, les échanges réunissent entre dix et soixante participants. Certains animateurs socio-éducatifs ont souhaité la création d'un programme européen d'enseignement technique, destiné aux jeunes ne parvenant pas au niveau du baccalauréat. Ils rejoignent ainsi l'un des objectifs essentiels de Jeunesse pour l'Europe : accueillir des participants de milieux sociaux défavorisés et des handicapés.

Les jeunes de l'Europe de l'Est peuvent être associés à des échanges : à la fin juin, le Parlement européen a affecté une somme supplémentaire de 1 million d'écus au programme, qui permettra aux jeunes de la CEE d'inviter ceux des pays de l'Est ayant des relations diplomatiques avec la Communauté (Pologne, Hongrie, RDA, Bulgarie, Tchécoslovaquie et URSS).

Le Monde/MFC

### **Une prestigieuse Semaine européenne à l'Ecole Centrale de Paris**

Les élèves de l'Ecole centrale de Paris organisent, du 19 au 23 février, sur leur campus à Chatenay Malabry, une Semaine européenne. Plus de deux cents étudiants originaires de vingt-cinq pays et cinq mille étudiants français participent à cette rencontre dont l'objectif est d'aboutir à un Manifeste étudiant européen qui sera rendu public le 23 février à Strasbourg.

Cette Semaine européenne a pour thème "Pour un nouveau continent : L'Europe". Elle donnera lieu à plusieurs débats auxquels devront prendre part, notamment, MM. Edward Heath, ancien premier ministre britannique, Michel Rocard, Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes, MM. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, Jorge Semprun, ministre espagnol de la culture, Egor Yakovlev, rédacteur en chef des Nouvelles de Moscou, et le Général Venon Walters, ambassadeur des Etats-Unis en RFA.

Une vidéotransmission entre Budapest, Madrid et Paris permettra à MM. Imre Poszgay, ministre d'Etat de Hongrie, Gyula Horn, ministre hongrois des affaires étrangères, Felipe Gonzalez, premier ministre d'Espagne, Marcellino Oreja, ancien président du Conseil de

l'Europe, d'intervenir en direct au cours d'un débat sur les nouvelles perspectives pour la construction de l'économie européennes.

Le Monde/MFC

### Un réseau des universités des capitales européennes

En octobre 1989, l'Institut d'administration et de gestion de l'Université catholique de Louvain (U.C.L.) s'est joint à la "Community of European Management Schools", pour définir un diplôme européen commun en "management".

Puis, le recteur de l'Université libre de Bruxelles (U.L.B.) annonce la création d'un **réseau des universités des capitales européennes**. Dans l'Europe de demain, les universités ont un rôle essentiel à jouer pour donner tout son sens à la libre circulation des personnes et des idées et au concept européen qui constitue un facteur-clé de leur développement. Un engagement institutionnel des universités est nécessaire pour structurer les initiatives, pour stimuler les secteurs où la collaboration européenne n'émerge pas spontanément et pour accroître leur participation aux programmes européens.

La première réunion de ce réseau a réuni les responsables de 21 universités des capitales européennes.

Leur critère de sélection s'explique par leur large échantillon des disciplines, le fait d'être confrontées aux problèmes urbains des grandes métropoles (manque d'espace, transports, logement, etc.), leur éventail de curricula, leur ancrage dans la cité avec une vocation nationale et leur proximité des centres de décision nationaux et/ou européens.

Chaque université, membre du réseau, est chargée de communiquer et de diffuser en son sein et aux autres institutions universitaires les informations relatives aux activités et aux projets du réseau afin de mieux favoriser les échanges des étudiants.

L'ouverture du réseau à des institutions en et au-dehors des Communautés européennes n'est pas exclue et vise les universités des capitales de l'A.E.L.E. ou de l'Europe de l'Est, plus ou moins à long terme.

Il s'agit de renforcer et de structurer les collaborations interuniversitaires, de mettre en oeuvre des stratégies et des actions visant à développer la participation de chacun des partenaires aux programmes des communautés, de centraliser et diffuser l'information en ce qui concerne les programmes de cours, les accords de coopération, les programmes européens des universités partenaires, etc.

Un groupe de coordination élaborera des lignes générales d'action (définies lors de la 1re séance plénière) et des groupes de recherche étudieront des problèmes spécifiques tels que, par exemple : problématique urbaine, mobilité et accueil des étudiants, etc.

La prochaine réunion du réseau aura lieu en septembre 1990.

"Libre Belgique" et "Le Monde", GDU

### Des "chaires européennes"

La Commission des C.E. souhaite encourager les universités à adapter le contenu des enseignements de sciences humaines (droit, économie, histoire, sciences politiques et sociales) aux développements communautaires, en leur proposant une aide par l'intermédiaire de l'Action Jean Monnet. Il s'agit de créer des postes d'enseignants et des cours obligatoires appelés symboliquement chaires européennes, ainsi que des modules européens pour mettre en place des structures durables d'enseignement sur l'intégration européenne, "L'objectif final est d'inciter les universités à inscrire les matières "européennes" dans les cursus universitaires." Parallèlement, la Commission des communautés souhaite "développer les capacités de recherche des universités dans le domaine de l'intégration européenne", en renforçant les structures de recherche établie auprès des enseignements européens existants ou auprès des nouvelles "chaires européennes".

L'Action Jean Monnet a proposé pour cela des cofinancements. Un million d'écus ont été dégagés pour 1990, considérée comme une année pilote.

Le Monde/GDU

### La Communauté européenne a créé cinq millions d'emplois nouveaux depuis 1986

Environ cinq millions d'emplois nouveaux ont été créés dans la Communauté européenne entre 1986 et 1989, ce qui constitue le meilleur résultat des trente dernières années, selon la Commission européenne.

Le nombre des chômeurs dans la Communauté pour 1989, à défaut des chiffres des deux derniers mois de l'année, ne dépassera pas 9% de la population active tandis que, pour 1990, les estimations communautaires l'évaluent à 8,7%.

Cette baisse de 0,3% suppose toutefois un ralentissement de l'indice de croissance de l'emploi dans la Communauté européenne puisqu'en 1988, le taux de chômage s'élevait à 10%.

Entre 1984 et 1988, le chômage des jeunes a diminué, passant de 10,8% à 10%, essentiellement en raison de la facilité avec laquelle ce groupe accède aux actions de recyclage et également, selon la Communauté, "parce qu'ils ont fait preuve d'efficacité au moment de créer un emploi".

El Mundo, 11 février 1990/AM

### COMETT Programme is also open in future to EFTA States

The EC COMETT Programme set up to promote cooperation between universities and enterprises in the field of training in modern technologies will also be open in future to the six EFTA countries Austria, Switzerland, Norway, Sweden, Finland and Iceland. At least two EC Member States must participate in EFTA state projects. The COMETT II Programme, which came into force on 1 January 1990 and has been allocated funds total-

ling more than 200 million ECU for the next five years, primarily promotes cooperation between universities and enterprises in the field of training, the transnational exchange of students and company employees as well as joint projects on training in the field of developed technologies.

EC News, No. 5/90/BM

Seit seiner Gründung 1985 gehören Austauschprogramme mit Studenten, Sozialarbeitern und Professoren befreundeter europäischer Pädagogikseminare zum Alltag des "European Centre for Community Education" (ECCE) mit Sitz in Koblenz. Es hat die Rechtsform eines eingetragenen Vereins.

Ziel des ECCE ist

- die Idee eines Europa als soziale Gemeinschaft durch Aktivitäten zu fördern, die dem Vergleich bestehender und der Entwicklung neuer Modelle von "community education" dienen. In diesem Zusammenhang erstreckt sich der Begriff der "community education" auf die Felder Sozialarbeit, Gemeinwesenarbeit, Jugendarbeit und die Arbeit mit Benachteiligten sowie sonstige Bildungsaktivitäten;
- besonders unter jungen Menschen eine größere Kenntnis und ein besseres Verständnis von unterschiedlichen Kulturen, vor allem mit Blick auf Europa, zu fördern.

In einer Schriftenreihe hat das ECCE jetzt Beiträge zur Gemeinschaftserziehung vorgestellt:

- "Community Education"
- "Soziale Dienste: Öffentlich oder privat. Grundlagen und Strukturen in der Bundesrepublik Deutschland, in Großbritannien und in Italien"
- "Grenzüberschreitungen. Bausteine für eine interdisziplinäre und internationale soziale Arbeit". Beiträge aus Schweden, Großbritannien, Italien und der Bundesrepublik zum Thema: "Soziale Arbeit. Zugänge und Erfahrungen."
- "Jugendhilfe - Schule - Stadtteil"

Diese Schriften sind erschienen im Verlag für Wissenschaft und Bildung, Markgrafenstraße 67, D - 1000 Berlin 61. Zusätzliche Informationen erteilt: European Centre for Community Education - ECCE

Am Finkenherd 4; D - 5400 Koblenz  
Tel: 0261 - 566 17; Fax: 0261 - 569 53

Presseinformation ECCE, vom 22.3.1990/BM

**Der Seminarbericht** über die beruflichen Qualifikationen und Befähigungen in der Landwirtschaft der EG-Länder mit Blick auf 1992 **ist veröffentlicht** in

"CEPFAR-Flash infos" **Nr. 90/1** und kann bestellt werden beim Centre Européen pour la Promotion et la Formation en Milieu Agricole et Rural (CEPFAR)  
Rue de la Science, 23/25 - Bte 10,  
B - 1040 Bruxelles  
Tél: (02) 230 32 63

CEPFAR-Flash Nr. 90/1/BM



### Studienreisen für Berufsbildungsfachkräfte

Die Carl Duisberg Gesellschaft (CDG) führt im Auftrag des Bundesministeriums für Bildung und Wissenschaft (BMBW) regelmäßig zwei- bis dreiwöchige Studienreisen für Fachkräfte der beruflichen Bildung durch. Ziel dieser Maßnahme ist es, einmal "über den Zaun" zu sehen, Betriebe und Einrichtungen der beruflichen Bildung im Ausland kennenzulernen und somit Alternativen zum eigenen Bildungssystem zu erfahren.

Inhalt einer zweiwöchigen Fachinformationsreise nach **Finnland** vom 30.9.-13.10.1990 ist neben einer theoretischen Einführung in das finnische Berufsbildungssystem das Kennenlernen beruflicher Aus- und Weiterbildung in Schulen, Institutionen und Betrieben.

Die Kosten für den Flug sowie für Vorbereitungs- und Auswertungsseminare werden vom Bundesministerium für Bildung und Wissenschaft getragen.

Die Aufenthaltskosten in Finnland finanziert der finnische Programmpartner, Ammatikasvatushallitus (Zentralamt für Berufsbildung).

Vom 23.9.-6.10.1990 wird eine Studienreise für Berufsbildungsfachkräfte aus metallverarbeitenden und Elektroberufen nach **Belgien** durchgeführt. Die Maßnahme wird vom Bundesministerium für Bildung und Wissenschaft und dem nationalen Beschäftigungsamt in Brüssel finanziert. Reise-, Unterbringungs- und Verpflegungskosten werden übernommen.

Nähere Auskünfte und Bewerbungsunterlagen sind für diese Studienreisen bis zum 11. Juni 1990 bei der Carl Duisberg Gesellschaft e.V., - Fachgruppe 24 - Postfach 260120, D - 5000 Köln 1 Tel.: (0221) 20 98-2 36 erhältlich.

Bewerbungsschluß für beide Programme ist der 23. Juni 1990.

Die CDG erwartet von den Teilnehmerinnen und Teilnehmern eine intensive Mitarbeit bei der Vorbereitung, Durchführung und Auswertung dieser Fortbildung.

Informationen Bildung/Wissenschaft Nr. 2/90/BM

### Programme européen de préparation aux métiers de la formation Formation de formateurs et de consultants en formation

Ce programme est conduit par quatre organismes de formation et d'intervention, la Fundacio EMI, l'IFACE Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, ITS, Industrial Training Service (UK), PRD-FOREM.

Il est animé par une équipe plurinationale et alterne séminaires et activités pratiques dans chacun des Etats représentés.

Les candidats doivent être des ressortissants des Etats de la CEE, avoir une formation de niveau universitaire et un commencement d'expérience professionnelle et maîtriser 1 ou 2 langues étrangères.

Possibilité de rémunération pendant toute la durée de la formation.

Durée du programme: 22 mois à plein temps, du 15.10.1990 au 30.7.1992. Date limite de dépôt du dossier de candidature: 15 juin 1990. Renseignements et inscriptions:

Sarah Henbrey, ITS  
73/75 Mortimer Street  
GB - London W1N 8HX  
Tel: 44.1.637.88.76; Fax: 44.1.436.64.12  
Bruno Thiberge, IFACE  
79, avenue de la République  
F - 75543 Paris CEDEX 11  
Tel: 1.43.55.39.08; Fax: 1.43.55.99.63  
Yves Monsel, PRD  
133, rue du Viaduc  
B - 1040 Bruxelles  
Tel: 32.2.647.71.40, Fax: 32.2.510.20.03  
Silvia Suarez Baiardi; Fundacio EMI  
Institut Estudis Empresarial  
68, Torrent de les Flors  
E - 08024 Barcelona  
Tel: 34.3.219.55.12; Fax: 34.3.214.90.48

MFC



### Rotherham is a Metropolitan Borough Council in South Yorkshire, serving a

population of 250,000, of whom 14% are unemployed. The dramatic decline in the steel and coal industries during the past decade has created great hardship but, with some European assistance, the education and training provision has responded to the wide and varying needs of unemployed people. Under the assistance scheme of the European Structural Funds, the local authority is in an Objective 2 area and is part of the Yorkshire & Humberside Steel Area

Integrated Development Operational Programme (IDOP). It is also a partner in the Network of European Traditional Industrial Regions (RETI).

The area is served by three colleges of further education. Rockingham College, Wath in the north of the borough, Rotherham College of Arts & Technology in the centre of town and Rother Valley College, Dinnington in the south. Their activities are enhanced by an active Youth & Community Service and a well developed Educational Guidance Service for Adults. In the programme of provision emphasis is given to the needs of people with disabilities, women and ethnic minorities.

Outreach has been an essential part of attracting adults who were not previously active in education and training: basic skills have been identified as a necessary training dimension, and many adults revealed that their preparatory education was not at an appropriate level to maximise on the training opportunities available.

Open and flexible learning opportunities have developed to support individuals in training and Open Learning Workshops are an important feature of each college. There is also an increasing need to assess and accredit prior experiential learning in order to develop responsive and whenever possible, individualised training. Childcare, travel support and materials support have also emerged as being crucial to attract and sustain training for unemployed adults.

Another feature of the European support is the increased awareness of European partners: course to course exchanges have begun, networking is developing, some trainees are beginning to take up elements of training in other Member States, and the colleges and the local education authority are keen to promote and develop these links.

Rotherham would like to make contact with other authorities in Europe, especially in Objective 2 areas, to enhance these developments:

- to promote partnerships in innovative developments in foreign language training in vocational training for SMEs (LINGUA);
- to promote partnerships to exchange good practice in training and retraining in the vocational areas of catering, horticulture/agriculture, construction, travel & tourism and computer technology;
- to promote partnerships in the exploration of pre-vocational training and basic skills for unemployed people;
- to promote partnerships in exchanges for trainees by offering elements of training and work experience in other Member States.

If you would like to discuss these proposals or learn more about developments in Rotherham, you may contact: Ms. Jan Eldred  
European Programmes Liaison Officer  
Rotherham MBC  
Education Office, Norfolk House  
Walker Place; GB - Rotherham S6O 1QT

FAC

**Lauder College, Dunfermline**, is currently developing courses for voluntary and paid workers in Community Based Economic Development Programmes.

Courses have as their main themes Community Development and Local Economic Development, and also include funding, project management, economic regeneration and European initiatives.

The College is interested in making contact with institutions in other countries engaged in similar training and development work who would be interested in co-operation and exchange of materials.

Please contact:  
Ms. Sue Pinder  
Lauder College  
Halbeath - Dunfermline  
Fife KY11 5DY/Scotland  
Tel: 0383 - 726202

Developments in the other Eastern and Central European countries naturally raise the question of similar aid to these countries. The group of 24 has already declared in principle that it is prepared to extend the PHARE Programme to other countries (German Democratic Republic, Czechoslovakia, Bulgaria, Rumania and Yugoslavia). A changeover to democratic conditions is the prerequisite. Constitutionality, the protection of human rights, a multi-party system, free and fair elections, and last but not least, economic liberalization with a shift to a market economy are further requirements. The extension of the PHARE Programme must be finally decided on at ministerial level at the next meeting, however, which is planned for the beginning of June 1990.

EC News No. 9/90/BM

BM Le syndicat polonais "Solidarité rurale" et le "Fonds d'Assurance Formation des Salariés de la Coopération Agricole" (organisme paritaire français) ont signé un accord à Paris le 15.3.1990.

L'objectif est de développer **des actions d'échange dans le domaine de la formation professionnelle**, d'analyser les besoins et de concrétiser des initiatives telles que, par ex. transferts de matériel ou échanges interentreprises. FAFCA - Recherche-Développement 99, av. de la Libération, F - 86000 Poitiers

FAFCA/MFC

### Bundesinstitut für Berufsbildung und Zentralinstitut für Berufsbildung der DDR vereinbaren enge Zusammenarbeit

Das Bundesinstitut für Berufsbildung (BIBB) und das Zentralinstitut für Berufsbildung (ZIB) der DDR werden in Zukunft in den zentralen Fragen der beruflichen Aus- und Weiterbildung intensiv zusammenarbeiten: Dies teilten der Direktor des ZIB, Prof. Dr. Wolfgang Rudolph, sowie der Generalsekretär des BIBB, Dr. Hermann Schmidt, auf einer gemeinsamen Pressekonferenz am 21. Februar 1990 im BIBB Berlin mit.

Geplant ist ein Erfahrungsaustausch, insbesondere auf dem Gebiet neuer Technologien und Methoden in der Berufsausbildung.

Eine konsultative Zusammenarbeit wurde für folgende Arbeitsfelder vereinbart:

- Kaufmännische Aus- und Weiterbildung,
- Vergleiche der beiden Berufsbildungssysteme, insbesondere der Abschlüsse von Facharbeitern, Fachangestellten, Meistern, Technikern,
- Präzisierung und Konkretisierung der nach dem Kulturabkommen von 1989 für 1990 und 1991 vorgesehenen "Zusammenarbeit von Berufsbildungsforschern über aktuelle Fragen der Berufsbildung und der Berufspädagogik in beiden deutschen Staaten" durch gemeinsame Projekte.

Es wurde verabredet, die Partnerinstitute in internationale Informationsveranstaltungen (BIBB vorwiegend EG-

Bereich, ZIB vorwiegend RGW-Bereich) einzubeziehen sowie abwechselnd im BIBB und im ZIB regelmäßige Informationstreffen durchzuführen.

BIBB/BM

### Kooperation mit DDR-Betrieben

Auf die Bedeutung der beruflichen Bildung im Zusammenhang mit verstärkter wirtschaftlicher Kooperation mit der DDR haben die im Kuratorium der Deutschen Wirtschaft für Berufsbildung (KWB) zusammengeschlossenen Spitzenorganisationen der Wirtschaft anlässlich der Mitgliederversammlung in Bonn im März 1990 hingewiesen.

Die Zusammenarbeit der Aus- und Weiterbildungsfachleute aus den Betrieben wird als besonders wichtig angesehen. Auf dieser Ebene sei es am besten möglich,

- den jeweiligen Entwicklungsstand in der beruflichen Bildung festzustellen,
- Möglichkeiten des Erfahrungsaustauschs zu erkennen,
- Konzepte zu entwickeln und
- Umsetzungsmöglichkeiten zu vereinbaren.

Als ein geeignetes Instrument zur Förderung der Kontakte der Berufsbildungsfachleute aus der Praxis werden die beim KWB angesiedelten Arbeitsgemeinschaften der kaufmännischen und der gewerblich-technischen Ausbildungsleiter gesehen. In diesen Arbeitsgemeinschaften sind bundesweit jeweils rund 800 Fachleute aus allen Wirtschaftszweigen beteiligt.

Für eine verstärkte Kooperation mit Fachleuten aus der DDR im Rahmen der Arbeitsgemeinschaften werden folgende Ansätze gesehen:

- Einladung von DDR-Fachleuten zu den Veranstaltungen;
- Erfahrungsaustausch zu Themen der beruflichen Bildung (z.B. Ausbildungsmittel, Medien, Datenbanken, Ausbildung der Ausbilder, Kooperation Schule/Betrieb);
- Einbeziehung von DDR-Fachleuten in Projekte zur Weiterentwicklung der beruflichen Bildung;
- Beteiligung von DDR-Fachleuten an Neuordnungsprojekten.

Damit angesichts der akuten Währungsprobleme die Teilnahme von DDR-Berufsbildungsexperten an Veranstaltungen in der Bundesrepublik nicht an den Reisekosten scheitert, rief das KWB die in den Arbeitsgemeinschaften vertretenen Betriebe auf, solche Kontakte durch Bereitstellung von Übernachtungsmöglichkeiten bzw. Übernahme von Patenschaften zu fördern.

Informationen:  
Kuratorium der Deutschen Wirtschaft für Berufsbildung  
Buschstraße 83; D - 5300 Bonn 1  
Tel: 0228/21 20 76; Fax: 0228/21 20 79

Pressemittlung KWB vom 13.3.90/BM

In einer gemeinsamen Erklärung vom 9.3.1990 des Deutschen Gewerkschaftsbundes (DGB) und der Bundesvereini-



The summit meeting of the seven leading industrial nations (Federal Republic of Germany, France, Italy, United Kingdom, Canada, Japan, USA) and the EC Commission on 15 and 16 July 1989 in Paris saw the launching of the **PHARE Programme (Poland/Hungary: Aid for Restructuring of Economies)**. This programme aims to provide moral and material support to Poland and Hungary on their road to democracy. The EC Commission has been asked to coordinate the entire operation. Further countries have joined the initiative, and now all 24 OECD states (the 12 EC countries, the 6 EFTA countries, Canada, USA, Japan, Australia, New Zealand and Turkey) are jointly offering support with priority also being given to the field of training.

Meanwhile, some of the planned measures have started. In the area of training, the EC Commission recently proposed a European Foundation for Vocational Training and the TEMPUS Programme. The Foundation is to facilitate the necessary adaptation of the Polish and Hungarian training systems; the TEMPUS Programme is to promote the exchange of students, teachers and trainees (see also "CEDEFOP news" No. 1/1990, pages 1, 2, 4 and "CEDEFOP news" No. 2/1990, page 1).



gung der Deutschen Arbeitgeberverbände (BDA) zu einer einheitlichen Wirtschafts- und Sozialordnung in beiden deutschen Staaten (BR-Deutschland und DDR) sehen DGB und BDA **im Bereich der beruflichen Bildung** folgende konkrete Perspektiven:

#### **“Qualifizierung: Ein wichtiger Faktor bei der Reformierung der DDR-Wirtschaft**

Der Prozeß der wirtschaftlichen Stabilisierung in der DDR hängt ganz entscheidend davon ab, daß die Menschen Prinzipien und Prozesse der Marktwirtschaft kennen und handhaben lernen.

Im übrigen müssen viele Arbeitskräfte auf produktivere und neue Tätigkeiten umgesetzt werden. Das macht große Qualifizierungsanstrengungen erforderlich. Hier kann die westdeutsche Wirtschaft mit ihren Erfahrungen auf dem Gebiet der beruflichen Bildung helfen. Viele Initiativen sind geplant oder schon in Gang gesetzt. Ein gemeinsamer Kongreß von DGB und BDA soll die möglichen Qualifizierungshilfen der Bundesrepublik für die DDR praktisch demonstrieren.”

DGB-Informationsdienst Nr. 7/90 vom 9.3.1990/BM

#### **Pilotprojekte zur betrieblichen Weiterbildung in RGW-Staaten**

Das Berliner Institut für technische Weiterbildung e.V. (ITW) plant auf eigene Rechnung einige Pilotprojekte zur betrieblichen Weiterbildung in der DDR. Das ITW wird vom Land Berlin, von Wirtschaftsverbänden und Unternehmen getragen.

Zwei Seminare,

- EDV als Führungsinstrument und
- ein EDV-gestütztes Unternehmensplanspiel

sind bereits fest im Programm.

In Vorbereitung ist zudem ein deutsch-deutsches Management-Praktikum. Das ITW will solche Maßnahmen künftig ausbauen und setzt dabei auf seine Erfahrungen in der Schulung von Aus- und Übersiedlern sowie Managern aus RGW-Staaten.

Das ITW bezeichnet die langfristige Finanzierung von Weiterbildungsangeboten für DDR-Bürger und -Betriebe als entscheidendes Problem. Derzeit zeichne sich hier noch keine Lösung ab. Zwar werde davon ausgegangen, daß sich auch die DDR bzw. die Teilnehmer an den Kosten beteiligten. Die Einnahmen ließen sich allerdings noch nicht transferieren.

Das ITW zieht daher in Erwägung, über ein Joint Venture in der DDR eine Niederlassung zu installieren.

Auch die ITW-Aktivitäten in Richtung RGW sollen erweitert werden. Das Institut will dabei an seine Kontakte mit der UdSSR anknüpfen. Vorgesehen sind drei weitere Seminare zu den Themen Messemanagement, Marketing und Vorbereitung von Joint Ventures zwischen sowjetischen und westdeutschen Firmen.

Informationen:

Institut für technische Weiterbildung e.V.  
Luxemburger Straße 10; D - 1000 Berlin 65  
Tel: 030 - 453 87 66

Handelsblatt Nr. 18/BM

#### **Neues Weiterbildungszentrum für Berufstätige**

Das Bildungswerk der Berliner Wirtschaft (BBW) und die Akademikergesellschaft für Erwachsenenbildung mbH (Akad) haben am 16. Februar 1990 einen Kooperationsvertrag unterzeichnet, der die Einrichtung eines Berliner Studienzentrums der Fernfachhochschule der Akad vorsieht.

Akad ist eine seit 1959 bestehende und bundesweit tätige, auf die Höherqualifizierung Berufstätiger spezialisierte Institution der Erwachsenenbildung, die seit 1980 eine Fernfachhochschule für Berufstätige mit zuletzt 2600 Studenten unterhält.

Aufgabe des BBW als eines überbetrieblichen Weiterbildungsträgers der Wirtschaft ist es, betriebliche Weiterbildungsangebote sinnvoll zu ergänzen und durch berufliche Anpassungs- und Aufstiegsweiterbildung Qualifikationen zu erhalten, zu verbessern oder zu erweitern. Das Regionalstudienzentrum der Fernfachhochschule für Berufstätige ermöglicht den Erwerb von Hochschulqualifikationen bei fortdauernder Beschäftigung. Die Kooperationspartner Akad und BBW **werden Teile ihres Seminarangebots auch Fach- und Führungskräften aus der DDR öffnen**. Das BBW werde sein Seminarangebot für diesen Personenkreis ausbauen und die Möglichkeit des **Fernstudiums** zunehmend **auch Fachkräften aus der DDR** zugänglich machen.

Informationen:

Bildungswerk der Berliner Wirtschaft  
Am Schillertheater 2; D - 1000 Berlin 12  
Tel: 030 - 31 00 50

Der Tagesspiegel vom 17.2.90/BM

In seiner Rede in der Plenarsitzung der Ständigen Konferenz der Kultusminister der Länder in der BR-Deutschland am 16.2.1990 in Bonn, äußerte sich der Bundesminister für Bildung und Wissenschaft u.a. auch zur **Zusammenarbeit mit der DDR im Bereich der beruflichen Bildung**:

- “Über die Felder, in denen Reformbedarf besteht und in denen die DDR dringend Hilfe braucht, besteht zwischen Bund und Ländern weitgehend Übereinstimmung.

□ Die Modernisierung in der beruflichen Bildung: Stärkung der Attraktivität von Ausbildung und Weiterbildung. Hilfe bei dem Nachholbedarf hinsichtlich der Qualität und Modernität der Bildungs- und Weiterbildungsangebote. Neuentwicklung von Ausbildungsgängen vor allem in kaufmännischen und anderen Dienstleistungsberufen.

- Maßnahmen zur Modernisierung der beruflichen Bildung und zur Neugestaltung bestimmter zukunftsträchtiger Ausbildungsgänge in der DDR sind nicht nur geeignet, den dringend notwendigen Bedarf in der Wirtschaft der DDR zu decken, sondern können auch dazu beitragen, den Druck auf die Hochschulen nicht zu groß werden zu lassen. Deshalb muß in der DDR großes Gewicht beigemessen werden:

- der Qualifizierung von Ausbildungspersonal und anderen Fachkräften der beruflichen Aus- und Weiterbildung,
- der Förderung von Kooperationsprojekten zur Modernisierung der beruflichen Aus- und Weiterbildung in ausgewählten Bereichen,
- der Förderung des Aufbaus und der Entwicklung modellhafter Berufsbildungszentren zur Unterstützung von Qualifizierungsmaßnahmen kleinerer und mittlerer Unternehmen und Handwerksbetrieben bei der Aus- und Fortbildung und
- dem Austausch und der Bereitstellung von Fernunterrichtsangeboten (einschließlich Nahunterrichtszentren)

Presse-Info BMBW Nr. 22/1990/BM

Der Bundesminister für Bildung und Wissenschaft (BMBW) erklärte u.a. am 4.4.1990 vor der Presse in Bonn zur **deutsch-deutschen Kooperation im Bildungswesen**:

“Im Nachtragshaushalt des Bundes werden bereitgestellt DM 35 Mio (=ECU 17,5 Mio) plus DM 15 Mio (=ECU 7,5 Mio) Verpflichtungsermächtigungen für die Anlauffinanzierung der beiden Programme

- “Zusammenarbeit mit der DDR zur Modernisierung der Berufsbildung”,
- “Förderung der Zusammenarbeit und des Austausches in Hochschullehre und -forschung” und weiterer Kooperationsmaßnahmen in der Bildungsplanung sowie in der Weiterbildung.

#### **Schwerpunkte in der beruflichen Bildung sind:**

- Qualifizierungsmaßnahmen für Ausbildungspersonal und andere Fachkräfte in der beruflichen Aus- und Weiterbildung (Weiterbildungsprogramme im Bereich der neuen Technologien, der kaufmännischen Aus- und Weiterbildung sowie der Methodik und Didaktik; Entsendung von Berufsbildungspersonal zur Ausbilderqualifizierung in die DDR);
- Einrichtung von überbetrieblichen Berufsbildungszentren zur Unterstützung kleiner und mittlerer Unternehmen bei der Aus- und Weiterbildung;
- Ausstattung mit Lehr- und Lernmitteln;
- Informations- und Erfahrungsaustausch in der Berufsbildungspolitik;
- Förderung von Kooperationsprojekten zur Weiterentwicklung der beruflichen Aus- und Weiterbildung in ausgewählten Bereichen.

Presse-Info BMBW Nr. 47/90/BM

# From the Member States

## BELGIQUE

**Pour réduire le chômage de longue durée**, le Ministre de l'emploi et du travail veut mobiliser tous les responsables et partenaires sociaux. Son plan s'appelle "plan 1 + 1 = 3". Cette initiative représente un test de la capacité des différentes composantes de l'Etat fédéral qu'est devenue la Belgique de collaborer à la solution d'un problème épineux : la réinsertion professionnelle dans un premier temps d'environ 100 000 personnes de moins de 35 ans.

La Libre Belgique du 12.12.89/ICODOC/CIDOC/MP

**Pour aider les jeunes à choisir un métier**, le Service d'information sur les études et professions (S.I.E.P.) de Liège (Wallonie) renouvelle, du 9 au 12 mai 1990, l'expérience de 1989 d'un salon d'information sur les études et les professions. Toutes les options scolaires et professionnelles auront leur place, sans oublier des endroits où les jeunes pourront discuter de leurs problèmes d'orientation dans le cadre d'une Europe sans frontière.

Adresse utile :

Service d'information sur les études et les professions (S.I.E.P.)  
Madame Corinne VAN VOLSEM  
rue Forgeur 25; B - 4000 LIEGE  
Tél. : 041/22 03 50

ICODOC/CIDOC/MP

### Le projet

#### "collaborateur euro-économique"

Le 23 juin dernier, 9 étudiants belges et 10 étudiants néerlandais ont reçu le certificat de collaborateur euro-économique. Cette formation se place dans le cadre des accords de collaboration transfrontalière dans la région européenne Meuse-Rhin. Il a été possible d'organiser cette formation modulaire au cours de l'année scolaire 1988-1989, après une longue période de préparation intense, grâce à l'aide financière du Fonds social européen.

1. Région européenne Meuse-Rhin  
La collaboration au sein de la région européenne Meuse-Rhin, qui comprend les provinces belges du Limbourg et de Liège, la partie du sud du Limbourg néerlandais et la région d'Aix-la-Chapelle

dans le Land de Rhénanie-Westphalie, a été encouragée dans différents domaines, depuis le début des années 80, par la cellule de concertation du gouverneur.

2. Collaborateur "euro-économique"  
L'option choisie a été une formation professionnelle orientée vers l'avenir pour les jeunes chômeurs dans le domaine du commerce extérieur et de l'expédition. Une priorité particulière a été donnée à l'utilisation des nouvelles technologies et à la connaissance des langues étrangères.

#### 3. Stages à l'étranger

Les modules de stage ont constitué une partie importante de la formation. Tous les étudiants ont fait un stage dans l'entreprise d'Alsorf, qui est liée à la V.A.B.W. Des stages en entreprise avaient également été prévus dans des sociétés allemandes. Les étudiants néerlandais ont également acquis une expérience pratique dans des entreprises au Limbourg belge au cours de la dernière période de leur formation.

Contact- en Informatieblad, Onderwijs-Bedrijfsleven  
(Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij - Limbourg)

CIDOC/ICODOC/MP

A Charleroi, l'Institut des affaires publiques organise **une formation bien d'actualité sur la gestion de l'environnement**. L'objectif est de fournir aux participants (agents administratifs, magistrats, enseignants,...) les instruments leur permettant de jouer dans leur institution un rôle de conseiller.

Adresse utile :

Yvano DE BIASIO, Michèle BAUGARD  
Institut des affaires publiques  
avenue Général Michel 1B  
B - 6000 CHARLEROI  
Tél. : 071/31 63 75

ICODOC/CIDOC/MP

#### Vers un partenariat transnational avec Euro-partenariat et Euro-PMS: une initiative belge d'Europartenariat

Il s'est agi d'ouvrir l'école et les services d'orientation à l'entreprise et d'établir des jumelages avec des services d'orientation des pays membres de la C.E.E.

On a constitué un réseau à partir des projets PETRA et autres. Les services connectés sur le réseau disposent d'une bonne information, à la fois théorique et pratique: c'est la maîtrise d'une réalité administrative et humaine avec ses spécificités et caractères régionaux. Il s'agit de pouvoir recourir à un nom mais surtout aux ressources que détient cette personne par sa fonction et dans son lieu d'activité. L'ancrage local est inclus dans la définition de base de l'agence ou service.

La dimension humaine avec ses qualités (autonomie, esprit d'entreprise, sociabilité, compétence, ouverture culturelle, responsabilité, plurilinguisme) domine. Cette richesse globale et particulière des partenaires permet une bonne adéquation des réponses aux demandes.

L'entreprise est abordée au niveau de la PME comme à celui de la multinationale mais toujours par l'approche d'une unité bien circonscrite, bien localisée.

De plus, un journal lycéen multilingue, "Achille", a vu le jour. Les articles sont rédigés par les jeunes dans leur langue maternelle: français, anglais, espagnol, allemand, portugais, italien. Achille, en s'appuyant sur le réseau transnational, constitue un média précieux pour munir les jeunes d'informations sur l'Europe.

La population de l'enseignement secondaire, surtout technique et professionnelle, ne bénéficie pas des retombées des grands programmes. Elle ne dispose pas du capital "relationnel" familial ni des canaux préférentiels d'information dans les domaines des stages-orientation - des bourses et ressources diverses... Elle ne peut pas recourir à des réseaux universitaires éclectiques, discrets autant qu'efficaces. Or, elle **représente plus de 40% de la population scolarisée**.

Il apparaît dès lors nécessaire que soit mise en place une méthodologie, puis un budget pour faire entrer la dimension européenne dans l'orientation comme dans la formation des 15-25 ans. Un rééquilibrage budgétaire en faveur des projets PETRA devrait être apporté. Personne de contact:  
Paul Cotton  
Europartenariat ASBL  
Boulevard de l'hôpital 32, B - 7800 Ath  
Tel: 068 - 28 50 55

ICODOC/ICODOC/MP

#### A Bruxelles: inauguration du CEPEGRA en février 1990

Ce nouveau centre (Centre de perfectionnement des industries graphiques) est né à l'initiative du FOREM (Office régional et communautaire pour la formation et l'emploi) qui a mené ce travail depuis le 1er septembre 1989, en collaboration avec l'Institut des arts graphiques de la Ville de Bruxelles, la Chambre des industries graphiques pour Bruxelles et le Brabant Wallon, le Syndicat unifié du livre et du papier, l'ORBEM (Office régional de la région bruxelloise pour l'emploi), la Centrale chrétienne des diverses industries et l'Institut Don Bosco.

Le CEPEGRA dispense deux types de formation:

- une formation à la conduite de presse offset deux couleurs, permettant le passage ultérieur sur presse quatre couleurs;
- une formation en photocomposition comprenant la mise en page électronique du texte et des illustrations, sur deux systèmes utilisés actuellement dans l'industrie.

Ces formations se déroulent pour moitié dans la section de formation et pour moitié en entreprise et sont accessibles:  
● aux travailleurs d'entreprises graphiques, à la demande de leur employeur;  
● aux demandeurs d'emploi du secteur: soit les chômeurs ayant une expérience professionnelle en imprimerie, soit les

étudiants diplômés d'une école d'industrie graphique inscrits comme demandeurs d'emploi.

Il est à noter que le cycle complet de chaque formation a une durée de 8 à 9 mois, dont 4 à 5 mois pour la première phase en atelier et 4 mois en entreprise.

Dossier de presse CEPEGRA, février 1990/CIDOC/ICODOC/MP

### Vers une politique coordonnée de l'emploi

Le 12 mars 1990, le ministre national de l'Emploi, les ministres compétents des Communautés et des régions et les partenaires sociaux au niveau national ont signé un accord de table ronde. Son objectif est, dans un premier temps, de réinsérer dans le processus du travail les 100.000 chômeurs de longue durée, de moins de 35 ans, grâce à une harmonisation et une réorientation des initiatives existantes et la mise sur pied d'accords de coopération. Il est ensuite prévu de s'occuper des chômeurs de 35 à 40 ans.

Chacun devra procéder à une évaluation de ses propres mesures (programmes de formation et de l'emploi, exemptions de cotisations sociales, etc.) et les réorienter vers les groupes à risques, dans les trois mois à venir. Une campagne d'information sur ces nouvelles possibilités sera ensuite organisée.

Il est en outre prévu de mettre en oeuvre une série de mesures préventives pour favoriser le passage de l'école au marché du travail.

La réglementation relative à la formation en alternance et aux stages sera également modifiée.

Une enquête sera aussi faite sur les mesures d'accompagnement qui peuvent favoriser la réinsertion telles que les garderies d'enfants, les transports en commun, la fiscalité... A titre de compromis, il a été prévu ce qui suit: "il faut établir un bilan permettant de prendre une décision quant au droit aux allocations de ceux qui ne semblent nullement intéressés par une réinsertion".

Pour financer l'un et l'autre, l'on aura recours au fonds de l'emploi auquel sont versés 0,18% des contributions pour la formation des groupes à risques (500 millions de francs sont encore disponibles). Une commission a été créée pour décider de la répartition de cet argent. Grâce aux fonds de la table ronde, les régions devraient en plus profiter des économies réalisées sur le montant total des allocations de chômage que la diminution du chômage de longue durée devrait faire baisser.

Financieel-Economische Tijdschrift 13.03.1990/CIDOC/ICODOC/MP

### Le passage de l'école au monde du travail dans le Limbourg

Le "Limburgs Overlegplatform Onderwijs-Arbeid" (LOOA) (Cellule de concertation enseignement-travail du Limbourg) a organisé, le 7 mars, à Genk, une journée d'étude intitulée "Nous avons appris notre leçon, et maintenant au travail?" dont le

thème central était le passage de l'école au monde du travail.

Les résultats analytiques d'une étude à laquelle le LOOA se livre depuis trois ans sur ce projet ont été présentés sous la forme d'un montage de diapositives.

L'objectif de cette étude est d'analyser de d'inventorier les problèmes de connexion spécifiques au Limbourg pour ensuite mettre au point des projets et des initiatives et émettre des recommandations politiques visant à améliorer la jonction entre l'enseignement et le monde du travail.

L'analyse est basée sur les statistiques actuelles de l'enseignement, sur des enquêtes auprès d'étudiants, d'écoles et d'entreprises et sur les données du chômage du VDAB (service flamand du placement). Elle a débouché sur une série de résultats que le LOOA a présentés au public, lors de la journée d'étude, sous la forme de propositions et de lignes d'action futures. En résumé, il s'est avéré que, par comparaison avec le reste de la Flandre, trop de filles suivent l'enseignement secondaire professionnel au Limbourg et terminent leurs études dans un nombre limité de disciplines qui leur donnent des qualifications peu demandées sur le marché du travail. Les jeunes immigrés constituent également un groupe à problèmes. Ils sont relativement plus nombreux dans l'enseignement secondaire professionnel et ils le quittent aussi plus vite. Toujours par comparaison avec le reste de la Flandre, le Limbourg a un déficit de 2.700 étudiants dans l'enseignement supérieur. Enfin, il existe une réserve considérable de femmes demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire qui forment un important groupe cible pour la reconversion.

Les possibilités envisagées pour améliorer la situation ont été formulées comme suit: l'offre d'orientation scolaire dans l'enseignement secondaire professionnel doit être plus diversifiée; l'organisation d'un enseignement technique industriel dans les écoles de filles traditionnelles devrait inciter les jeunes filles à rehausser leur niveau d'étude; les élèves devraient, dans l'ensemble, être davantage motivés pour les amener à choisir des orientations fortes; et il faudrait enfin développer davantage l'enseignement supérieur au Limbourg.

Les points essentiels de ces propositions de mesures palliatives sont: un encadrement et une formation professionnelle appropriés, un placement plus intensif dans les entreprises et une meilleure concordance entre l'enseignement et le marché du travail.

Limburgs Overlegplatform Onderwijs-Arbeid/ICODOC/CIDOC/MP

## DANMARK

### Die Rolle der Ausbildungen in einer aktiven Arbeitsmarktpolitik

Durch eine Reihe neuer Initiativen wird versucht, der fortdauernden Arbeitslosigkeit

in Dänemark von etwa 9% entgegenzuwirken. Zur Bekämpfung der Langzeitarbeitslosigkeit werden aktive Maßnahmen, insbesondere Ausbildungsmöglichkeiten zu einem frühen Zeitpunkt der Arbeitslosigkeitsperiode angeboten.

Zum 1. April 1990 wurde die neue Arbeitsmarktverwaltung "Arbejdsmarkedsstyrelsen" gebildet, in der die frühere Arbeitsvermittlung "Arbejdsdirektoratet" und die Arbeitsmarktausbildungen "AMU-direktoratet" zusammengelegt wurden.

Dadurch kann

- die Entwicklung auf dem Arbeitsmarkt besser vorausgesehen,
- neue Qualifikationsbedürfnisse aufgefangen und in konkrete Ausbildungsangebote umgesetzt werden.

Ferner wird eine umfassende Dezentralisierung stattfinden, wobei regionale Ausschüsse die Arbeitsmarktpolitik koordinieren sollen.

Das zentrale Instrument der aktiven Arbeitsmarktpolitik heißt "mehr Ausbildung"; insbesondere die Arbeitsmarktausbildungen werden in den nächsten Jahren ihre Aufnahmekapazität kräftig erhöhen.

SEL/ADS

## BR-DEUTSCHLAND

### Bundesregierung will viele junge Menschen für die duale Ausbildung gewinnen

Schwerpunkt der Berufsbildungspolitik muß es in Zukunft sein, möglichst viele Jugendliche für die duale Ausbildung zu gewinnen. Das erklärte die Bundesregierung in ihrer Antwort vom 13. Februar 1990 auf eine Kleine Anfrage der Fraktionen von CDU/CSU und FDP.

Wer die bedenkliche Entwicklung hin zur Hochschule und weg von der Berufsausbildung aufhalten wolle, der muß für Fachkräfte attraktive Berufsperspektiven schaffen, meint die Regierung. Um das duale System zu stärken, werde sie deshalb

- die Leistungs- und Begabtenförderung ausbauen,
- die Berufsausbildung benachteiligter Jugendlicher fördern,
- die Chancen von Mädchen und Frauen in technisch orientierten Berufen verbessern,
- Ausbildungsberufe modernisieren und
- die Qualifizierung von Ausbildern vorantreiben.

Die überbetrieblichen beruflichen Ausbildungsstellen müssen aus der Sicht der Regierung ständig modernisiert werden, die Berufsschulen brauchen eine bessere Ausstattung, die Umweltbildung muß weiterentwickelt und die berufliche Weiterbildung ausgebaut werden.

Außerdem sei es wichtig, auf europäischer Ebene in der Berufsbildungspolitik die Zusammenarbeit zu verstärken.

Freizügigkeit propagiert die Regierung mit Blick auf den europäischen

Binnenmarkt. Der Zugang zu den meisten Berufen sei in der Bundesrepublik rechtlich nicht an Bildungsabschlüsse gebunden: "Dabei sollte es bleiben". Freizügigkeit sei wettbewerbsfördernd und soll nach Auffassung der Regierung durch Informationen über Bildungsgänge und auf der Grundlage gegenseitigen Vertrauens in die Qualität der nationalen Berufsbildungssysteme gewährleistet bleiben.

"Woche im Bundestag", Nr. 4/1990/BM

### Berufsbildungsbericht 1990

Der Hauptausschuß des Bundesinstituts für Berufsbildung (BIBB) hat in seiner Sitzung am 7./8. Februar 1990 den Entwurf des Berufsbildungsberichts 1990 des Bundesministers für Bildung und Wissenschaft beraten und seine Stellungnahme dazu mehrheitlich beschlossen. Die Gruppe der Beauftragten der Arbeitgeber brachte zur Stellungnahme ein eigenes Votum ein.

Beide Stellungnahmen stimmen darin überein, daß 1989 bundesweit - bei regionalen Abweichungen - die seit langem beste Ausbildungsbilanz erzielt wurde.

Unterschiedlich sind die Positionen insbesondere in der Frage einer künftig stärkeren Differenzierung der Ausbildungsmöglichkeiten für "leistungsstarke" und "lernschwache" Jugendliche.

Die Voten behandeln außerdem die Entwicklung der Berufsbildung im Hinblick auf Europa '92, die Zusammenarbeit mit der DDR und Maßnahmen für Aus- und Übersiedler, des weiteren die Situation der Berufsschulen, den Umweltschutz in der Berufsbildung und - besonders ausführlich - den Weiterbildungsbereich.

Die Stellungnahmen können angefordert werden beim Bundesinstitut für Berufsbildung, Referat Presse- und Öffentlichkeitsarbeit, Fehrbelliner Platz 3, D - 1000 Berlin 31 Tel.: 030/ 86831; Fax: 030/8683455

BIBB/BM

### Neues Forschungsprojekt des BIBB:

Die Förderung der Berufsausbildung von nicht behinderten Jugendlichen, die bisher ohne Berufsausbildung bleiben, ist nach wie vor eine bildungspolitische Aufgabe. Sie ist seit vielen Jahren Gegenstand von Untersuchungen und Maßnahmen (vgl. z.B. das "Benachteiligten-Programm" der Bundesregierung). Es handelt sich also nicht um ein neues Berufsbildungsproblem, sondern eher um einen fortbestehenden Untersuchungsgegenstand und um eine bleibende Förderungsnotwendigkeit. Trotz der Fülle von Einzeluntersuchungen und Einzelmaßnahmen fehlt aber bis heute ein zusammenhängendes Konzept.

Die Fragen, ob auch für diese Jugendlichen die volle Facharbeiter- bzw. Fachangestelltenqualifikation (in anerkannten Ausbildungsberufen gemäß 25 des Berufsbildungsgesetzes) erreicht werden kann und auf welchen Wegen

bzw. mit welchen didaktischen Mitteln die volle Berufsqualifikation, z.B. auch über die modulare Vermittlung von Teilqualifikationen, zu erzielen ist, sind in der Berufsbildungsdiskussion umstritten und bedürfen deshalb einer genaueren Untersuchung. Das geplante Forschungsprojekt soll zur Klärung dieser Fragen beitragen und Informationen für künftige Entscheidungen in der Berufsbildungspolitik bereitstellen. Das Projekt soll im Februar 1992 abgeschlossen sein.

BIBB/BM

### Neue Ausbildungsmethoden in der betrieblichen Berufsausbildung. Ergebnisse aus Modellversuchen

Diese Veröffentlichung des BIBB beleuchtet neue Ausbildungskonzepte, bei denen der Wandel der Ausbilderrolle sichtbar wird. Verschiedene Ausbildungsmethoden, wie z.B. Leittexte und Lehrlingsbaustellen werden in ihrem betrieblichen Entstehungsprozeß dargestellt. Es handelt sich um Ausbildungsmethoden aus der industriellen Metall- und Elektroausbildung, aus der kaufmännischen Ausbildung und aus dem Maler- und Lackierer-Handwerk. Die Veröffentlichung liefert keine Rezepte, aber es wird gezeigt, wie Betriebe ihre Ausbildungsprobleme lösen und neuen Anforderungen begegnen.

Die Publikation kann gegen Zahlung einer Schutzgebühr angefordert werden beim Bundesinstitut für Berufsbildung (BIBB) Referat K3 Fehrbelliner Platz 3, D-1000 Berlin 31 Tel.: (030) 8683-520/516

BIBB/BM

### Ausbildungsmittel-Gesamtverzeichnis 1990 erschienen

Die Entwicklung und Erprobung von Ausbildungsmitteln für die Berufsbildungspraxis sind ein wichtiger Arbeitsschwerpunkt des BIBB. Als Ausbildungsmaterialien sind sie sowohl in der beruflichen Erstausbildung als auch in der beruflichen Weiterbildung und Umschulung einzusetzen.

Das jetzt erschienene Gesamtverzeichnis 1990 informiert über sämtliche vom BIBB erarbeiteten Ausbildungsmittel. Dies sind

- Unterlagen für den Auszubildenden,
- Begleithefte für den Ausbilder,
- Lernerfolgskontrollen (Kenntnisprüfungen),
- Lehrprogramme in Buchform oder als Tonbildschau,
- Arbeitstransparente (Folien),
- Filme und Video-Kassetten,
- Bildplatten,
- Experimentiereinrichtungen (Lehrbaukästen, CNC-Simulator, u.a.m.)

Das Ausbildungsmittel-Gesamtverzeichnis 1990 kann kostenlos bezogen werden beim Bundesinstitut für Berufsbildung, Hauptabteilung Bildungstechnologieforschung, vergleichende Berufsbildungsforschung,

Fehrbelliner Platz 3, D - 1000 Berlin 31, Tel.: (030) 8683-205/202 oder beim Beuth Verlag GmbH, Burggrafenstr. 6, D - 1000 Berlin 30, Tel.: (030) 2601-260.

BIBB/BM

### "Vom Meister zum Magister" - Positionspapier der Hans-Böckler-Stiftung

Als erfreuliche, wenn auch verspätete Entwicklung bezeichnete der Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB) die Vorstöße einiger SPD-geführter Bundesländer, das Hochschulstudium auch für Berufserfahrene ohne Abitur zu öffnen. Die gewerkschaftsnahe Hans-Böckler-Stiftung hat dazu ein Positionspapier "Vom Meister zum Magister - Studieren ohne Abitur" erarbeitet, von dem sie hofft, daß es Eingang in die Beratungen der Länderparlamente findet.

Darin werden als Kriterien für einen Zugang zur Hochschule genannt:

- die Vollendung des 24. Lebensjahres,
- eine mindestens vierjährige Berufstätigkeit und
- eine berufliche Fortbildungsprüfung auf dem Niveau Techniker, Meister oder Fachwirt oder gleichwertige Weiterbildungsleistungen.

In dem Konzept streben die Gewerkschaften eine Öffnung der Bildungswege an, wie dies in anderen westlichen Industrieländern bereits seit den 60er Jahren üblich sei. Schon 1984 habe das Bundesinstitut für Berufsbildung in Übereinstimmung von Bund, Ländern, Arbeitgebern und Arbeitnehmern die Gleichwertigkeit beruflicher und allgemeiner Bildung gefordert, um so Begabungsreserven auszuschöpfen.

Die Hans-Böckler-Stiftung habe zahlreiche Studenten mit unkonventionellem Werdegang mit Erfolg gefördert. Berufserfahrene Studenten erreichten ihr Studienziel erfahrungsgemäß mit kürzeren Studienzeiten und besseren Abschlüssen.

Den Hochschulen könne der zusätzliche Praxisbezug, der auch von den Arbeitgebern stets gewünscht werde, nur zugute kommen, meinte der DGB. Außerdem kämen künftig aus der DDR zahlreiche begabte Praktiker, die aufgrund der dortigen rigiden Bildungsplanung keine Chance gehabt hätten, das Abitur zu absolvieren.

Handelsblatt Nr. 32/1990/BM

Bei einem gemeinsamen Treffen im Hause des Handwerks in Bonn im Februar 1990 waren sich die Vertreter des Zentralverbandes des Deutschen Handwerks (ZdH) und des Deutschen Gewerkschaftsbundes (DGB) einig, daß der **schrittweise Abbau der Leistungen für Aus- und Weiterbildung im Rahmen des Arbeitsförderungs-gesetzes (AfG)** rückgängig gemacht werden muß. Auf keinen Fall dürften weitere Einschnitte zu Lasten der beruflichen Qualifizierung erfolgen. Sie garantiere die notwendige Leistungsfä-

higkeit der Handwerksbetriebe und ihrer Mitarbeiter und werde im Ausland längst als großer Standortvorteil der deutschen Wirtschaft im kommenden gemeinsamen Binnenmarkt anerkannt.

DGB-Nachrichten Dienst Nr. 31/1990 vom 13.2.90/BM

Der Deutsche Industrie- und Handelstag (DIHT) hat ein Positionspapier zum **Profil der Fachhochschulen im differenzierten Hochschulwesen** erarbeitet und im Februar 1990 in seinem Informationsdienst "Weiterbildung und Bildungspolitik" der Öffentlichkeit vorgestellt.

Mit seinen Empfehlungen will der DIHT das besondere Interesse der deutschen Wirtschaft an der praxisnahen und berufsbezogenen Ausbildung der Fachhochschulen verdeutlichen. Es wird der verstärkte Ausbau dieser Hochschulform sowie die Öffnung des Studiums für Absolventen des Dualen Systems, die sich im Beruf bewährt haben, gefordert.

Der Ausbau des bewährten Fachhochschulprofils könne nur in enger Kooperation mit der Wirtschaft erfolgen. Die Industrie- und Handelskammern wollen sich hieran intensiv beteiligen. Hierzu gehöre etwa die Vermittlung von praxisrelevanten Themen für Examenarbeiten oder der Dialog mit den Fachhochschulen und Unternehmen bei der Gestaltung und Durchführung von Praxissemestern. Weitere Aufgabenfelder seien z.B. die Beratung der Studienreformkommission und die Kooperation mit den Fachhochschulen bei der Entwicklung, aber auch bei der Durchführung von Weiterbildungsangeboten.

Die DIHT-Veröffentlichung zum

#### **Profil der Fachhochschulen im differenzierten Hochschulwesen**

- Stellenwert der Fachhochschulen aus Wirtschaftssicht,
- Zur Zukunft der Fachhochschulen,
- Für ein wirtschaftsfreundliches Profil der Fachhochschulen
- Profil: praxisbezogener Hochschulabschluß
- Profil: praxisorientierte Studiengestaltung
- Profil: kurze Studienzeiten
- Profil: Kooperation von Fachhochschulen und Wirtschaft in der Lehre
- Für faire Wettbewerbsbedingungen zugunsten der Fachhochschulen,
- Erwartungen der Wirtschaft an die Fachhochschulen

wird in DE-Sprache kostenlos abgegeben vom

Deutschen Industrie- und Handelstag  
Postfach 1446, D - 5300 Bonn 1  
Tel: 0228/104436/438; Fax: 0228/104 158

DIHT-Presseninformation vom 16.2.90/BM

Die **Fachvermittlungsdienste (FVD)** der Bundesanstalt für Arbeit bestehen am 1. April 1990 zehn Jahre. Mittlerweile gibt es sie bei 25 Arbeitsämtern in Städten mit Hochschulen. Im Laufe des Jahres 1990 soll ihre Zahl auf 30 erhöht werden. Die FVD informieren, beraten

und vermitteln Bewerber mit abgeschlossenem Studium oder gleichwertiger Befähigung, vom Berufsanfänger bis zur erfahrenen Führungskraft.

Eine besondere Aufgabe der FVD ist die Information von Studierenden an den Hoch- und Fachhochschulen, aber auch von anderen Interessenten, über Fragen des Berufs und des Arbeitsmarktes.

Alle FVD stehen über EDV miteinander in Verbindung, so daß sie Bewerbern und Arbeitgebern im Bedarfsfall den gesamten Arbeitsmarkt erschließen können. Auch mit der Zentralstelle für Arbeitsvermittlung (ZAV) in Frankfurt, die u.a. Führungskräfte der oberen und obersten Ebene vermittelt und die auch für die Vermittlung von und nach dem Ausland zuständig ist, arbeiten die FVD eng zusammen.

Presse-Information der BA, Nr. 11/90/BM

Die Kultusministerkonferenz befaßte sich am 15./16.2.1990 mit der **Sicherung des Nachwuchses von Lehrern und Lehrerinnen an beruflichen Schulen** und verabschiedete einen Bericht, mit konkreten Vorschlägen für die Zukunft.

In dem Bericht wird festgestellt, daß ab 1995 der jährliche Einstellungsbedarf mindestens 2000 Lehrer betragen wird und die Gesamtzahl der jährlich zu erwartenden Absolventen des Studiums für ein Lehramt an beruflichen Schulen mit rund 1200 nur 60-71% des mittleren jährlichen Einstellungsbedarfs von Lehrern und Lehrerinnen im Zeitraum von 1995-2000 abdeckt.

Zur Sicherung des Nachwuchses von Lehrern/innen an beruflichen Schulen werden von den Kultusministern der Länder folgende Maßnahmen empfohlen:

- Alle Länder sehen eine bedarfsentsprechende Einstellung von Lehrern/innen an beruflichen Schulen (Beamtenverhältnis) vor.
- Es soll geprüft werden, ob Anwärterzuschläge für Lehrer/innen an beruflichen Schulen fächerspezifisch eingeführt werden können.
- Für das Studium in Berufsfeldern, für die der Nachwuchs besonders gefährdet ist, wird gezielt geworben.
- Es sollten Anreize für Studenten/innen geschaffen werden, bei besonderem Bedarf von Diplomstudiengängen an wissenschaftlichen Hochschulen in Lehramtsstudiengänge überzuwechseln. Auch sollten die Übergangsmöglichkeiten durch eine entsprechende Ausgestaltung der prüfungsrechtlichen Anrechnungsregelungen verbessert werden.
- Ausbildungskapazitäten für Diplomstudiengänge sollten erforderlichenfalls in Lehramtsstudiengänge umgewidmet werden.
- Die einzelnen Länder prüfen, ob sie für Studienfächer, für die ein besonderer Bedarf besteht, Diplom-Ingenieure (TU/TH) in den Vorbereitungsdienst einstellen.
- Es soll die BAFöG-Förderung wieder eingeführt werden für Absolventen von Technischen Fachhochschulen, die ein Lehramtsstudium für berufliche Schulen anschließen.

Die umgehende Einleitung der vorstehend empfohlenen Maßnahmen wird als dringend erforderlich bezeichnet. Zugleich wird empfohlen, länderübergreifende Ausbildungsmöglichkeiten für das grundständige Studium für das Lehramt an beruflichen Schulen zu prüfen.

Pressemitteilung der KMK vom 19.2.90/BM

## ESPAÑA

### **Le gouvernement conclura avec les centrales syndicales et la confédération des chefs d'entreprises des "Actions de choc" pour la formation des jeunes**

Une rencontre tripartite a eu lieu entre le Gouvernement, le patronat et les syndicats.

En vue de leur intégration dans la Loi régissant le système d'enseignement et de la mise au point d'"actions de choc", le Conseil général de la formation professionnelle a débattu des éléments suivants: les stages en alternance dans le cadre des programmes d'enseignement professionnel, la mise en œuvre des diplômes et homologations et les recherches sur les besoins du marché en matière de formation.

El País, 20 février 1990/ER

Le 28 février 1990, le Gouvernement et les deux syndicats, UGT et Commissions ouvrières, ont conclu un **accord sur la formation professionnelle**. Les signataires partagent la même opinion sur les points suivants :

- Plan de choc pour les groupes les plus défavorisés tels que :
- les jeunes sans diplôme de niveau scolaire ni formation professionnelle de premier degré;
- les chômeurs de longue durée sans formation scolaire de base;
- les femmes ayant un faible niveau de qualification;
- Plan spécial de formation pour le secteur agricole
- Correspondance des qualifications et diplômes entre les certificats professionnels dérivés de la formation professionnelle et ceux délivrés par l'enseignement professionnel;
- Prospection, qualification et orientation professionnelles;
- Réforme de la formation professionnelle;
- Création d'une entité d'études et de recherches en formation professionnelle, liée au Conseil général de la formation professionnelle;
- Suivi des actions du Fonds social européen;
- Collaboration entre le Conseil général de la formation professionnelle et les Communautés autonomes;
- Coopération des syndicats dans le cadre du Plan de formation et d'insertion professionnelle;
- Formation continue dans les entreprises publiques et les services publics.

"Unión general de trabajadores", n° 114/1990/ER

## Les contrats de travail temporaire touchent 28,1% des salariés

En 1989, le nombre d'emplois a augmenté de 488.000 et celui des chômeurs a baissé de 180.000.

L'enquête sur la population active réalisée sur le quatrième trimestre de 1989 révèle une augmentation du nombre des emplois inférieure à celle prévue par le Gouvernement au cours des derniers mois de l'année. Pourtant le nombre des emplois a augmenté de 488.600 et celui des chômeurs de 179.400 en 1989. Les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ne représentent que 71,66% de la population active et ceux sous contrat de travail à durée déterminée, 28,15% (soit 3% de plus qu'en 1988).

Cinco dias, 22 février 1990/AM

## FRANCE

### M. André Ramoff est chargé d'une mission de coordination des actions de formation dans les pays de l'Est.

Délégué à la formation professionnelle depuis 1981, M. André Ramoff, ancien élève de l'ENA et conseiller-maître à la Cour des comptes, a été chargé d'une mission de coordination pour toutes les questions d'éducation et de formation en rapport avec les pays de l'Est. Une lettre de mission lui a été adressée le 16 février, qui précise qu'il devra veiller à la cohérence des initiatives privées et publiques, des interventions des différents départements ministériels ainsi qu'à l'articulation avec les actions entreprises par la Communauté européenne. Cette action s'inscrit dans le cadre de la mission générale de coordination interministérielle confiée à Mme Elisabeth Guigou. M. Ramoff est également membre du Conseil d'Administration du CEDEFOP depuis 1981.

Cedefop/MFC

### Journées d'études : les formateurs

Le Centre INFFO a organisé les 12 et 13 décembre 1989, en collaboration avec la Délégation à la Formation professionnelle, des journées d'études et d'échanges sur les nouveaux métiers de la formation, à l'intention des professionnels de la formation continue. Ont été abordés en particulier les thèmes de l'évolution des métiers de la formation (Serge de Witte-CNAM-CF2, Guy Jobert-Paris IX), des compétences et savoirs des formateurs (Liliane Voléry-CNAM, Jacques Merchiers-CEREQ), des dispositifs de formation de formateur (Anne de Blignières-Paris IX, Didier Sutter-AFPA, Catherine Chrétien-IFACE).

Cereq information/MFC

### En provenance des Régions... Bourgogne : Bilan du chéquier "emploi-formation"

Le conseil régional de Bourgogne lançait, il y a deux ans, une opération

intitulée "1 000 chéquiers emploi-formation", en faveur des jeunes de 18 à 25 ans. Cette mise en oeuvre originale du crédit formation visait deux objectifs : conforter l'emploi des jeunes signataires d'un contrat de formation alternée et amener chaque bénéficiaire du chéquier à prendre davantage en charge son parcours de formation.

698 jeunes ont pu bénéficier d'un crédit formation de 156 heures. Les contrats à durée indéterminée signés entre stagiaires et entreprises ont mis en lumière l'intérêt porté par les employeurs à cette utilisation du crédit formation.

MFC

### Rhône-Alpes : Rapprochement entre PME et organismes

L'équipe "formation conseil de la CCI de Lyon a mis en lumière, lors d'une étude effectuée en 1988, la méconnaissance mutuelle qui semble exister entre les organismes de formation et les petites entreprises.

Vingt et un organismes de formation se sont alors réunis (depuis mars 1989) pour définir des propositions qui visent quatre objectifs :

- mieux adapter l'action de formation dans l'entreprise;
  - mieux adapter les projets de formation à la spécificité de chaque entreprise;
  - faciliter l'accès des entreprises à la formation;
  - permettre aux entreprises d'évaluer plus concrètement le retour de leurs investissements de formation. Ces propositions ont été soumises à un panel de PME au cours de trois récentes réunions, afin de s'assurer qu'elles répondaient bien à leurs attentes.
- Contact :  
Odile Gailleton, tél.: 72.40.58.21, ou  
Béatrice Dubuis, tél.: 72.40.58.12.

MFC

### Midi-Pyrénées : Allo formation

Depuis le 23 novembre 1989, le CARIF Midi-Pyrénées propose aux professionnels de la formation un nouveau service. En appelant le mardi au 61.55.44.48, de 9 h à 12 h, ils bénéficieront des services d'un juriste pour obtenir des renseignements techniques et juridiques sur la formation professionnelle. Fermé au grand public, ce service s'adresse plus particulièrement aux responsables de la formation en entreprise, responsables des ressources humaines, membres de comité d'entreprise, formateurs, prescripteurs ou décideurs de la formation.

MFC

### Aquitaine : Individualisation

La DAFCO, la Délégation régionale à la formation professionnelle et l'AREPA (Association régionale d'éducation permanente en Aquitaine) viennent d'éditer conjointement une plaquette sur l'individualisation des formations. Conçu avec clarté et rigueur sous forme de fiches, ce document comprend trois parties :

- l'amont de la formation (définir le besoin, mettre en relation acquis et contraintes pour conduire chacun à élaborer son projet de formation) ;
- la formation individualisée (constituer une équipe pédagogique, mettre en oeuvre une démarche pédagogique) ;
- l'aval (rendre compte des performances : apprécier la réalisation du contrat et les résultats de la formation).

Contact :

AREPA,

99, rue Judaïque, F - 33000 Bordeaux, tél. : 56.93.13.93.

Formation France/MFC

### Premier protocole d'accord Etat-région-entreprise

Première en France, la signature d'un protocole d'accord associant l'Etat, une région et une entreprise a eu lieu le 1er février à Lyon. M. le ministre délégué chargé de l'Aménagement du territoire et des Reconversions, le préfet de la région Rhône-Alpes et le président-directeur général de Rhône-Poulenc ont conclu un accord pour une durée de deux ans qui prévoit de mettre à la disposition des PMI de la région (où la société regroupe 40 % de ses activités localisées en France), un ensemble de moyens humains et financiers visant à aider le développement et la création d'emplois. L'aide financière, est-il précisé, ne devra en aucun cas représenter une intervention financière directe dans le plan de financement des entreprises.

L'investissement de chacun des signataires s'élève à 10 millions de francs. La totalité de ces fonds (30 millions) seront versés à un fonds Rhône-Alpes de développement regroupant les trois partenaires. Un comité de suivi décidera des modalités d'interventions de chacun dans les opérations envisagées : constitution de plates-formes technologiques, aides à l'exportation, développement des transferts de technologies, recherche-industrie, prise en charge d'études et de conseils pour le marketing et la technologie.

Contact :

Rhône-Poulenc,

Direction Communication Groupe,

tél.: 47.68.10.03

Info flash/MFC

### Les ingénieurs en France : l'europe rapproche les grandes écoles parisiennes

Neuf grandes écoles d'ingénieurs de Paris ont décidé de se rapprocher, en créant le GEPI (Groupement des écoles parisiennes d'ingénieurs). Ce "club" - qui réunit les Mines, les Ponts et Chaussées, les Arts et Métiers, les Télécom, Physique-chimie, Chimie de Paris, les Techniques avancées, les Eaux et forêts et l'Agro - a été constitué avec deux objectifs principaux : gérer en commun les programmes Erasmus d'échanges européens d'étudiants et mettre en place les nouveaux diplômés d'ingénieurs par la formation continue, définis par le

"rapport Decomps". Le GEPI a été constitué à l'initiative de l'école des Mines, qui ne pouvait, à elle seule, répondre aux demandes des cinq universités européennes avec lesquelles elle était en relation pour le programme Erasmus (les deux universités de Louvain, les universités techniques de Delft et d'Aix-la-Chapelle et L'Imperial College de Londres). Le GEPI offre un éventail très large de spécialités et permet de mettre des moyens pédagogiques en commun.

La coopération entre le GEPI et ses cinq partenaires européens portera, outre les échanges d'étudiants, sur l'organisation en commun de séminaires, de semaines d'enseignement, de réunions pédagogiques enseignants, de projets de recherche... Elle se formalisera prochainement par la création d'une association européenne intitulée "Groupe de contact des universités et des facultés techniques européennes", ayant son siège à Louvain et qui pourra s'élargir à d'autres établissements ayant les mêmes caractéristiques: activité de recherche internationalement reconnue, sélection des étudiants, relations avec l'industrie.

Le Monde/MFC

### Deux contrats de travail contre le chômage de longue durée:

#### le retour à l'emploi - emploi - solidarité

Une large campagne d'information diffusée à travers les médias à l'attention des demandeurs d'emploi et des employeurs des secteurs public et privé accompagne l'entrée en vigueur des mesures associées à la loi du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle, maintenant en vigueur.

L'objectif est de permettre à 100 000 chômeurs de longue durée de bénéficier des contrats de retour à l'emploi et à 300 000 des contrats emploi-solidarité.

Le contrat de retour à l'emploi est destiné à favoriser la réinsertion en entreprise des chômeurs de longue durée (plus de 3 ans d'ancienneté), des personnes bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (depuis plus d'un an), des demandeurs d'emploi de longue durée les plus âgés (plus de 50 ans). Cette embauche, sous contrat de travail, est favorisée par l'Etat:

- exonération totale des cotisations patronales de Sécurité sociale;
- aide forfaitaire;
- le cas échéant et sous certaines conditions, le remboursement, sur une base forfaitaire, des frais de formation engagés par l'employeur au profit du salarié.

Une circulaire (1) précise les modalités d'application de cette mesure qui remplace depuis le 1er janvier 1990 les contrats de réinsertion en alternance et les contrats de retour à l'emploi mis en place en 1989.

Dans le cadre des conventions de contrats de retour à l'emploi, le salarié peut bénéficier d'une formation qui sera prise en charge par l'Etat. Le plan de formation prévoit au moins 200 h de

formation jusqu'à un maximum de 1 000 h. Cette mesure constitue désormais le principal instrument pour favoriser l'embauche des demandeurs d'emploi de longue durée menacés d'exclusion professionnelle.

Le contrat emploi-solidarité (ou insertion-action sur des besoins collectifs) est destiné à favoriser l'insertion des personnes sans emploi, principalement les jeunes de 16 à 25 ans, les chômeurs de longue durée âgés de plus de 50 ans et les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion. Ils remplacent les travaux d'utilité collective, les programmes d'insertion locale, les activités d'intérêt général (dans le cadre du RMI) et confèrent à leurs bénéficiaires le statut de salarié. Une circulaire précise les modalités d'application (2). Ces contrats peuvent être proposés par des collectivités territoriales, des établissements publics, des associations à but non lucratif et des fondations régulièrement déclarées, des organismes de Sécurité sociale de tous les régimes, des sociétés mutualistes, des personnes morales chargées de la gestion d'un service public. Sont exclus du champ d'application :

- les services de l'Etat ;
- les entreprises industrielles, les personnes physiques, les sociétés d'économie mixte et les entreprises publiques qui n'ont pas la forme juridique d'un établissement public.

En ce qui concerne les jeunes de moins de 18 ans, leur recrutement sur contrat emploi-solidarité ne pourra intervenir qu'après avis de la structure d'accueil compétente. Ce contrat ne s'adresse pas aux jeunes poursuivant des études supérieures. La durée de travail hebdomadaire est fixée à 20 h et la formation peut se dérouler pendant le mi-temps non travaillé.

Les employeurs pourront s'appuyer également, pour organiser des formations, sur les fonds de solidarité locale.

Dans le cadre des crédits mis en oeuvre par l'Etat dans le domaine de la formation complémentaire, le directeur départemental du Travail et de l'Emploi portera une attention prioritaire aux personnes de faible niveau de formation initiale.

1. Contrat de retour à l'emploi: décrets n°90-106 et 90-107 du 20.1.1990, JO du 31.1.1990, circulaire C.DE n°90-5 du 31.1.1990.
2. Contrat emploi-solidarité: décret n°90-105 du 30.1.1990, JO du 31.1.1990. Circulaire C-DE n° 90-4 du 31.1.1990.

Infollash/MFC

### Un nouveau moyen de formation: le disque compact interactif (CDI): textes, images et sons y sont enregistrés et pilotés par ordinateur.

Renault, en collaboration avec Philips, a mis au point une série de disques compacts interactifs (CDI) pour donner à tous ses agents un "niveau moyen de compétences homogènes". Son système, baptisé Ediris, serait le premier CDI éducatif.

Un disque compact interactif ressemble à s'y méprendre à un disque compact musical. Il utilise la même technologie mais son utilisation diffère: outre des sons, on y enregistre des données, c'est-à-dire des textes ou des chiffres, des images fixes (dessins ou photos) et même des séquences filmées. Pour le "lire", on doit donc disposer d'un lecteur, mais aussi d'un écran (type écran de télévision ou d'ordinateur), et d'un ordinateur. Le disque interactif peut alors se transformer en un puissant outil éducatif. En un seul instrument se trouvent rassemblés la voix du maître, son tableau et tous les outils audiovisuels dont il pourrait avoir l'usage: films et images pour illustrer le propos, schémas explicatifs... L'élève les actionne à son rythme selon un mode bien connu des adeptes de l'enseignement assisté par ordinateur (EAO).

Pour apprendre à dépanner les automobiles, les compagnons des agents, concessionnaires et succursales de Renault auront désormais des CDI à leur disposition. Les disques sont spécialisés par catégorie de problèmes: électricité, carburateur, allumage, mise au point du moteur sont les thèmes des quatre premiers de la série. Injection, dépollution et peut-être gestion, comptabilité, etc... seront édités par la suite.

### 3 500 appareils avant 1993

Pour réaliser ces disques, Philips et Renault, qui ont investi environ 16 millions de francs à eux deux pour l'ensemble du dispositif, ont constitué une équipe pluridisciplinaire d'électroniciens, graphistes, psychologues de l'apprentissage, techniciens de l'automobile, et traducteurs (les disques sont disponibles en sept langues). Suite à un appel d'offres, ils se sont également adjoints les compétences de deux sociétés de service spécialisées dans la conception de système d'enseignement assisté par ordinateur: Jeriko et Diaform. La conception et la réalisation d'une heure de formation ont nécessité 500 à 600 heures de travail.

Renault pense livrer 800 appareils d'ici à la fin de l'année et 3 500 avant 1993. Le système est vendu 19 000 francs hors taxe avec tout l'équipement nécessaire et les quatre premiers disques. Chaque disque sera ensuite proposé pour 1 100 francs hors taxe. Une somme sans doute acceptable dans un milieu professionnel, mais encore chère pour que les CDI prennent la place des manuels scolaires de l'enseignement traditionnel. Ce qui ne sera peut-être plus le cas d'ici deux ans. La commercialisation, prévue dès 1991 aux Etats-Unis et au Japon et en 1992 en Europe, de CDI grand public fera sûrement chuter les prix.

Le Monde/MFC

### Langues à domicile

L'enseignement des langues à distance a été largement évoqué au cours du Salon Expolangues, à l'occasion d'un colloque européen organisé sur le thème

"Babel à domicile" par la Fédération interuniversitaire de l'enseignement à distance (FIED). L'Association européenne des universités d'enseignement à distance (EADTU), dont fait partie la FIED, a pris l'initiative d'un certain nombre d'actions destinées à entrer dans le cadre du programme communautaire Lingua, qui vise à développer les échanges linguistiques et la formation des enseignants. Des programmes de formation courte sont notamment en voie de développement dans les universités d'enseignement à distance, ce qui nécessitera de lourds investissements pour l'application des technologies éducatives nouvelles telles que les systèmes vidéo interactifs. L'offre de formations ouvertes et à distance en langues répond particulièrement aux besoins des petites et moyennes entreprises.

M. Ricardo Charters d'Azevedo, directeur responsable de l'enseignement à distance à la Commission européenne, a annoncé que le Conseil des ministres de la Communauté débattrait, au cours de sa réunion de mai, de la mise en place d'une université ouverte européenne fondée sur le réseau existant de l'EADTU.

Pour plus d'informations:  
FIED - Mme Christiane Guillard  
200, avenue de la République  
F - 92001 Nanterre CEDEX  
Tél: 40-97-75-51

Le Monde - Campus du 21.02.1990/GDU

### Accord de partenariat entre EDF et l'Education nationale

Le secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, Robert Chapuis et le directeur général d'EDF (Electricité de France), Jean Bergougnoux ont signé le 15 février 1990 un accord-cadre de coopération pour une meilleure adéquation entre la formation et les besoins de l'entreprise. Parmi les objectifs de cet accord, la possibilité pour des cadres et techniciens d'EDF d'être recrutés comme professeurs contractuels de l'Education nationale pendant un à trois ans sans rupture de contrat avec leur entreprise, le renforcement de coopérations techniques pour le développement d'outils pédagogiques multimédias. La mise en oeuvre de l'accord est prévue au niveau local entre recteurs et responsables régionaux d'EDF.

Info-Flash N° 311, 2 mars 1990/MFC

### Une association des utilisateurs de technologie éducative

Des organismes d'éducation et de formation, publics ou privés, engagés dans l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication se sont constitués en association, afin de faciliter les échanges, et l'assistance mutuelle. Les travaux d'ATENA (Association des utilisateurs de technologies éducatives) concernent tout d'abord la prospection, la coordination des programmes et l'assistance des usagers

d'Olympus (satellite européen de transmission de données). La complémentarité câble/satellite sera étudiée. Des dossiers techniques seront réalisés. Une lettre trimestrielle d'information sera diffusée. Informations:

ATENA - Université Paul-Valéry  
Route de Mende, BP 5043  
F - 34032 Montpellier CEDEX

Info-Flash N° 310, 15 février 1990/MFC

### Formation européenne à la logistique

Le CREFAC, organisme de formation essentiellement destiné aux cadres va mettre en place au mois de juin avec un organisme belge, le CEPESI de Charleroi, une formation à la logistique destinée aux cadres des deux pays. Les salariés belges suivront leur formation théorique et pratique dans le Nord-Pas-de-Calais et les Français dans le Hainaut. La partie française se déroulera en juin-juillet à Lille, la partie belge en septembre-octobre et les missions en entreprise débiteront au mois de novembre pour six semaines. Financé par le conseil régional Nord-Pas-de-Calais et le Fonds social européen, cette opération regroupera des stagiaires de formation BAC +3 ou +4, possédant déjà une expérience dans une des fonctions de la logistique et désirant occuper un poste à responsabilité dans ce domaine.

Pour toute information complémentaire, contacter M. Bresous, tél. 49 42 20 00.

Info-Flash N° 312, 15 mars 1990/MFC

## GREECE

### TEIs (Technological Educational Institutions) will become university educational institutions.

A government plan to promote the TEIs to university level institutions is in progress in Greece. This plan which has already caused serious reactions from engineers and from other university graduates, aims at the alignment of the Greek educational system with those of most EEC countries. It also aims to clarify the professional roles and occupational rights of TEI graduates and university graduates and to solve any problem which may arise from this. The most important of these problems are:

1. the need to abolish some TEI specializations which are also offered at university level, and
2. the need to provide for the professional and occupational interface of the old graduates of the TEIs.

Pedagogical Institute, Athens, 26 March 1990/MTS

## IRELAND

### Improved career prospects - 1,000 job-training places

1,000 trainees are expected to be placed in job-training places this year under the new pilot FAS Employment Training

Scheme which was announced by the Irish Minister for Finance in his recent budget.

The Scheme was drawn up on a consultative basis between the Department of Labour, FAS, the Irish Congress of Trade Unions, the Federation of Irish Employers and the Confederation of Irish Industry. It differs from the Work Experience programmes in that, in order to participate, employers must satisfy FAS that they intend to increase their employment levels.

The scheme will be operated by FAS. People who have been unemployed for a minimum of two months are eligible to participate in the scheme. However, the Department of Labour is thought to be anxious to ensure that the long-term unemployed and older early school-leavers are offered training places.

The scheme aims to target training and work experience to meet planned company job expansion. The training period will vary between 13 and 20 weeks and the cost of the training will be funded by the employer, while the trainees will be paid a FAS allowance.

The objective of the scheme is to ensure that trainees will be placed in jobs at the end of the training period. IR£ 1 million was provided for the scheme in the recent Budget.

The Irish Times, 6 March 1990/FAS/JMA

### Extra school places for jobless

An extra one thousand places are to be made available this year for the long-term unemployed at Dublin vocational schools. Similar opportunities are to be offered to single mothers and deserted wives.

The one-year Vocational Preparation and Training Programme run by the City of Dublin Vocational Educational Committee is to be extended across the country giving thousands of people a "second chance".

Announcing the extended scheme, the Minister for Social Welfare, Dr Michael Woods, T.D., said the initiative will allow those unemployed for 15 months or more to participate in second-level education without loss of unemployment payments.

Participants must be aged over 21. Dr Woods said he was also bringing down the qualifying limit to allow more people to benefit from the scheme.

Irish Press, 27 February 1990/FAS/JMA

### Better education speeds up brain drain

The West of Ireland is losing too many of its best educated young people, most of whom are moving to jobs in Dublin or abroad. This is the conclusion of a major survey recently published.

The report of the survey reveals that a third of the people moving to the capital from the west and north of Ireland had gone to college, while a quarter of those from the south, who moved to Dublin, had also benefitted from higher education. Doctor McGreil, director of May-



nouth College's survey and research unit which carried out the survey, called for a radical change in employment policies.

"It could be argued that free education, while necessary and desirable, contributes to the "brain drain" from weaker regions and areas", he commented. He said more jobs should be created outside the capital to keep the well educated and talented people in their own areas.

The survey, which is an update of an earlier study in 1972-3, reveals that females are substantially ahead of males in the percentages completing second-level education. The traditional gap between males and females in regard to third-level participation is steadily closing.

The survey confirms the link between educational standard and occupational status. The services sector of the economy carries the highest career prestige and the greatest proportion of the highly educated. The public sector also mainly employs the more highly educated, and proportionately fewer working class or blue collar people than is the case in the private sector. This may worsen the unemployment situation of those with lesser education, and it calls for action by state employers, according to Dr McGreil.

Irish Independent, 20 February 1990/FAS/JMA

## ITALIA

### Présentation du guide de l'IASM le 20 mars 1990

En vue d'aider le petit entrepreneur désireux de se lancer dans des initiatives de production dans le Sud à s'orienter dans l'océan des lois existantes, l'IASM (Istituto per lo sviluppo ed assistenza per il Mezzogiorno - Institut pour le développement et l'aide au Mezzogiorno) a présenté le 20 mars 1990 un manuel actualisé contenant toutes les informations indispensables à qui tente l'aventure d'une entreprise dans le Sud. Cela va des aides financières jusqu'aux ultimes arrêtés du CIPE (Comité interministériel pour la programmation économique) et du CIPI (Comité interministériel pour la programmation industrielle) de février dernier: le tout accompagné de graphiques, de comparaisons, de renseignements sur les aspects peu connus des procédures ainsi que de tableaux récapitulatifs. On y trouve aussi un aperçu des 16 principaux secteurs industriels et des informations sur les usines, le nombre d'employés, le chiffre d'affaires, les créneaux existant aujourd'hui dans la production. S'y trouvent également des nouvelles pertinentes concernant le marché de l'emploi. Pour chaque province méridionale sont indiqués l'activité globale par secteur, les usines et le nombre des employés de l'industrie manufacturière, la situation de l'offre et de la demande de travail, le taux d'instruction scolaire, l'indice de diffusion

de la formation professionnelle des jeunes. Par ailleurs, en ce qui concerne chaque université méridionale, il est fait état de ses inscrits et de ses diplômés dans les divers curricula d'études.

Un désir de l'IASM va sous peu devenir réalité: en entente avec les unions territoriales de la Confindustria, la promotion d'accords entre des petites et moyennes entreprises du Centre-Nord et du Mezzogiorno visant leur coopération lors d'initiatives avec l'étranger (avec notamment les pays en voie de développement et les pays d'Europe de l'Est).

ISFOL/LW

### Une recherche de la Fondation Agnelli sur les professions

La Fondation Agnelli, qui travaille depuis longtemps sur le monde des professions, a récemment présenté une recherche offrant une clé de lecture du monde des métiers qui se trouvent en mutation.

Les chercheurs de cette fondation ont isolé 91 professions sur lesquelles se concentrera la quasi totalité du monde du travail dans les années 90. La majeure partie de ces professions, 60 environ, est constituée de véritables spécialisations requérant un approfondissement technique des connaissances. Au contraire, seulement 7 nécessitent des capacités d'interaction des connaissances et l'aptitude à résoudre des problèmes; et 9 autres professions se trouvent dans une position intermédiaire.

Dans cette classification, les figures professionnelles véritablement innovatrices ne sont qu'au nombre de 4 (méthodologues de la qualité, mécaniciens de l'électronique, dessinateur-projeteur CAO, dessinateur de méthodes FAO) mais aussi d'autres figures professionnelles comme celle du technicien de logistique ont été l'objet d'importantes transformations. Selon la Fondation Agnelli, les professions réellement innovatrices des années 90 représentent environ 1/4 des métiers, les 3/4 restants subiront des mutations considérables.

ISFOL/LW

## NEDERLAND

### Branchwise consultations between the business community and the educational sector in the Netherlands

#### Introduction

In the coming years, secondary level vocational training in the Netherlands will gear its training programmes more to the requirements of the labour market than it has done in the past. These are the expected results of the BOOB (Bedrijfstaksgewijs Overleg Onderwijs Bedrijfsleven), the branchwise consultations between the business community and the educational sector. The BOOB resulted from the 1985 consultations between the government, the trade

unions, the employers' organizations and the educational sector (board and teachers' organizations). One of the conclusions reached during these consultations indicated that the business community should share in the responsibility for vocational training from the very start.

### OOVO study group BOOB

The conclusions of the consultations have been discussed in the OOVO (Overleg Orgaan Voortgezet Onderwijs), a discussion platform for secondary education and advisory body to the Minister of Education. A study group originating from this advisory body, started its activities in 1987. This resulted in a document listing the branches of trade requiring discussion platforms and another document formulating the criteria for the recognition and the financing of these discussion platforms. At this moment the following discussion platforms have been established:

- retail-trade
- catering
- road building and hydraulics
- building
- electrical engineering
- metal
- installation techniques
- process techniques
- car engineering
- graphic industry
- painting/window dressing
- tourism/recreation
- commercial/administrative vocations
- health and welfare
- nautical occupations
- bakers
- cosmetics
- sports and exercises.

### The tasks of the BOOB study group

The discussion platforms have the following tasks:

- The development of proposals and recommendations to ensure a good link between the educational sector and the business community.
- The pursuance of developments and the listing of needs for practical training.
- In particular, the development of profiles of vocational training, based on vocational profiles.
- Maintaining the standards of the profiles of vocational training (= attainment targets) by means of collecting relevant qualitative and quantitative data.

### Scope and composition

For more information about the BOOB, please contact one of the secretarial offices of the OOVO study group mentioned below:

CIBB,  
Drs. R.P.M. van Mechelen,  
POB 1585, NL - 5200 BP Den Bosch,  
Tel: 073 - 12 40 11; Fax: 073 - 12 34 25  
SLO,  
Drs. J.G.M. Mistrat Haarhuis,  
POB 2041, NL - 7500 CA Enschede,  
Tel: 053 - 84 03 93; FAX: 053 - 30 76 92

Gerry Spronk/CIBB/PG

## The future of industrial relations in Europe

Conference to mark the 65th birthday of Professor W. Albeda

On Thursday, 7 and Friday, 8 June 1990 an international conference on the future of industrial relations in Europe will be held in Maastricht. The conference is being organized by the Advisory Council on Government Policy and the Economics Faculty of the University of Limburg, with the assistance of the Advisory and Arbitration Committee and the Netherlands Industrial Relations Association. The programme will consist of plenary sessions and parallel meetings. Proceedings will be conducted in English.

Speakers at the plenary sessions will include:

- Professor R. Blanpain (Belgium): The future of industrial relations in Europe
- Professor J. Windmuller (USA): The future role of employers' associations in Europe
- Professor T. Treu (Italy): The future of conflict resolution in Europe
- Professor M.G. Rood (Netherlands): European integration and the Dutch public service labour relations.

The subjects for the parallel meetings and the speakers are:

- The Swedish model: an example?; Professor R. Meidner (Belgium)
- A European model of industrial relations; Professor L.A. Geelhoed (Netherlands)
- The future of industrial relations as a field; provisionally, Professor J. Barbash (USA)
- Reorganization and training: the challenge for industrial relations; Professor W. Streeck (Federal Republic of Germany)

Registration forms can be obtained from:

Mrs. M. van Zutphen  
Rijksuniversiteit Limburg  
POB 616, NL - 6200 MD Maastricht  
Tel: +31 - 43 - 88 89 02.

The conference fee is 250 guilders.

The programme coordinator is:

Dr W.J. Dercksen - WRR -  
POB 20 004, NL - 2300 EA The Hague  
Tel: +31 - 70 356 44 70 or 356 44 66

CIBB/PG

## PORTUGAL

### Formation professionnelle pour les jeunes migrants

Cette initiative s'adresse aux moins de 25 ans

Le FSE doit également financer les actions prévues

Le Programme opérationnel en faveur des jeunes migrants, mis sur pied par l'institut pour l'emploi et la formation professionnelle et l'Institut pour l'aide à l'émigration et aux communautés portugaises, a pour but de compléter ou de créer de nouveaux cours de formation professionnelle, contribuant ainsi à une meilleure insertion des migrants de moins de 25 ans

Ses objectifs immédiats sont de réduire le chômage des jeunes migrants qui reviennent ou qui ont l'intention de revenir au pays, ainsi que d'augmenter leur participation à des actions de formation professionnelle et de favoriser une réelle égalité d'accès aux cours de formation pour les jeunes connaissant des problèmes d'intégration spécifiques occasionnés notamment par une maîtrise insuffisante de la langue ou par l'échec scolaire.

Les candidatures (collectives ou individuelles) à ce programme pourront émaner d'entités publiques ou privées ou du secteur coopératif possédant les aptitudes nécessaires à la formation dans ce domaine spécifique.

Les domaines de formation regroupent les thèmes suivants:

- "formation de base et formation moyenne";
- "créer sa propre entreprise";
- "communication sociale";
- "formation de formateurs", et
- "sensibilisation aux problèmes du Portugal communautaire" (droit, questions sociales, enseignement, programmes spécifiques, etc.).

Ces domaines s'adressent, respectivement, aux jeunes qui reviennent au pays sans travail et veulent entrer sur le marché de l'emploi, aux jeunes qui reviennent au pays avec l'intention de créer leur propre entreprise, aux jeunes résidant dans les pays de la Communauté ou dans les autres pays à forte densité d'émigration, aux jeunes chômeurs possédant le profil nécessaire à la poursuite d'une carrière pédagogique dans l'enseignement traditionnel portugais, ainsi qu'aux fonctionnaires appartenant aux institutions portugaises reconnues par les pays de la Communauté.

Le coût des actions entreprises dans le cadre de ce programme opérationnel sera pris en charge conjointement par le Fonds social européen et par les institutions portugaises concernées, ainsi qu'éventuellement par certaines institutions des pays de la Communauté.

SICT/FOR

### Cours gratuit organisé au Japon à l'intention des cadres de gestion

La Commission des Communautés européennes offre, à brève échéance, la possibilité de participer à un séminaire gratuit.

Un cours de formation destiné à des cadres de gestion doit avoir lieu entre août et décembre à Tokyo. Ce programme mise en valeur des ressources humaines est organisé conjointement par la Commission des Communautés européennes et par le Ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI), la participation aux cours étant gratuite.

Le Centre Communauté européenne-Japon pour la coopération industrielle (institution fondée et subventionnée par la Communauté européenne et le MITI japonais) a pour but d'aider les entreprises de la Communauté européenne à

pénétrer sur le marché japonais et de développer et renforcer d'étroites relations de coopération bilatérale.

Le cours s'adresse à des cadres appartenant tant au domaine technique qu'au domaine commercial ou administratif. Il offre un panorama vaste et précis des aspects techniques et de gestion liés au commerce et à l'industrie japonais.

Les participants doivent être ressortissants de l'un des États membres de la Communauté et posséder une maîtrise de l'anglais qui leur permette de suivre le programme qui sera enseigné dans cette langue. Ils doivent être âgés d'au moins 35 ans et posséder une expérience professionnelle minimum de 10 ans.

Ce programme revêt une importance toute particulière pour les entreprises qui envisagent de commercer avec le Japon ou pour les entreprises japonaises qui exercent leurs activités dans une autre partie du monde.

La société KPMG Peat Marwick a été choisie par la Commission des Communautés européennes pour procéder au recrutement de candidats adéquats au Portugal, en Allemagne, en France, en Espagne et en Grèce. Les formulaires d'inscription, ainsi que toute autre information utile, peuvent être obtenus auprès des bureaux de KPMG Peat Marwick à Lisbonne. Les personnes intéressées doivent faire acte de candidature avant le 9 mars 1990.

SICT/FOR

## CEDEFOP MEETINGS

17 May 1990

**Berlin**

Working group on occupational profiles  
P. Grootings

22-23 May 1990

**Berlin**

Comparability of qualifications -  
third meeting for the office/administra-  
tion/banking and insurance sector  
B. Sellin

31 May 1990

**Netherlands**

National meeting for the development  
of the documentation network and  
data bases  
J.M. Adams

31 May - 1 June 1990

**Copenhagen**

Colloquium on cooperation between the  
social partners in the field of training  
B. Sellin

7-8 June 1990

**Den Bosch (NL)**

Colloquium on transfrontier vocational  
guidance  
G. Chomé

7-8 June 1990

**Nijmegen (NL)**

Links between initial training and employ-  
ment as related to the integration of  
young people  
F. Oliveira Reis

12 June 1990

**Barcelona**

Working group on occupational profiles:  
chemicals  
P. Grootings

14-15 June 1990

**Berlin**

Meeting of experts on "Training policies  
for the creation of enterprises"  
A. Melis

18-19 June 1990

**Limoges (F)**

Regional development and vocational  
training: evaluation  
M. Pierret

19-20-21 June 1990

**Berlin**

Comparability of qualifications: first  
meeting for the commercial sector  
B. Bazin/B. Sellin

28-29 June 1990

**Berlin**

Training of trainers in/for enterprises  
F. Oliveira Reis

28-29-30 June 1990

**Berlin**

Comparability of qualifications:  
second meeting for the chemical sector  
B. Bazin/B. Sellin

7 September 1990

**Berlin**

Working group on occupational profiles:  
environment  
G. Chomé/P. Grootings

12-13 September 1990

**Berlin**

Analysis of the functioning of the initial  
and continuing training systems -  
concepts, methodology and realization  
G. Dupont

18-19 September 1990

**Berlin**

Demographic trends and vocational  
training  
F. Oliveira Reis

19-20 September 1990

**Berlin**

Training provision for trainers  
F. Oliveira Reis

1 October 1990

**Berlin**

Workshop to investigate the continuing  
training needs of vocational counsellors  
for migrants  
T. Bertzeletou

## EXTERNAL MEETINGS

16th - 18th May 1990

**Marseilles (F)**

**ACP-EEC '90 Meetings**

Training for the creation and develop-  
ment of businesses in ACP countries  
Themes:

- Training and economic and social development
- Training and business environment
- Training and business success

Information:

Commissariat Général des Rencontres  
ACP/CEE 90

2, rue Henri-Barbusse

F - 13241 Marseille CEDEX 01

Tel: (33) 91 08 61 12;

Fax: (33) 91 39 33 60; Telex: 441 247  
comerim f

12 - 14 juin 1990

**Strasbourg (F)**

**Forum européen de formateurs**

**"Mutation - Formation"**

Informations:

IRCOS Formation

55, route du Général de Gaulle

F - 67300 Schiltigheim

Tel: 88 62 62 77

14 juin 1990

**Orléans (F) - Parc des Expositions**

**Manifestation "Forum EUROPE"**

Buts de la manifestation:

- Rapprocher l'Europe des entreprises (et notamment des P.M.E.) en donnant à celle-ci un "visage",
- Faire le point de l'action économique initiée - ou encouragée - par les Régions (ou les structures équivalentes dans la C.E.E.)

Informations:

Euro Info Centre - Région Centre -

35, Avenue de Paris; F - 45000 Orléans

Tel: (33)38 54 58 58;

Fax: (33)38 54 09 09

Telex: 760 889 centrex f

14, 15 et 16 juin 1990

**Lille (F) - Palais de Congrès**

**Congrès confédéral**

**Forum SOCIAL**

Informations:

Regies Cadres

6 passage Ramey, F - 75018 Paris

Tel: 42 51 65 55 (poste 402)

Fax: 42 51 48 10

14.-16. Juni 1990

**Ludwigshafen (BRD)**

**3. DIHT-Weiterbildungskongreß**

"Herausforderung Weltmarkt -  
Vorsprung durch Weiterbildung"  
Themen:

- Weiterbildung und europäische Integration
  - Qualifizierung von Fach- und Führungskräften mit den RGW-Staaten - Ein erster Erfahrungsbericht
  - Weiterbildungspartner DDR
  - Wissenschaftliche Weiterbildung als gemeinsame Aufgabe von Hochschulen und Wirtschaft
  - Wie mache ich mein Unternehmen international? - Aufbau eines Personalstammes im Ausland
  - Dienstleistungen im europäischen Binnenmarkt - Herausforderungen für die Personalentwicklung
  - Integrationsoffensiven für den Arbeitsmarkt
- Informationen:  
Deutscher Industrie- und Handelstag (DIHT)  
Abteilung Weiterbildung und Bildungspolitik, Herrn Dr. Rudolf Adenauerallee 148, D - 5300 Bonn 1  
Tel: 0228 - 104 438;  
Fax: 0228 - 104 158

## EXTERNAL MEETINGS

June 18 - 22 1990

### Maastricht (NL)

16th IAEA Conference "Issues in public examinations"

Themes:

- Examination systems in secondary education
- New development in evaluation procedures and instruments
- Certification in various European countries

Organised by:

CITO - the National Institute for Educational Measurement  
P.O. Box 1034; NL - 6801 MG Arnhem

27 - 28 juin 1990

### Strasbourg (F)

Colloque d'Etude

Stratégie de Formation Professionnelle à Distance dans une Europe Ouverte"

Informations:

Centre national d'Enseignement à Distance

Secrétariat du Colloque de Strasbourg  
Bureau 816

60 Boulevard du Lycée  
F - 92171 Vanves CEDEX  
Tel: (1) 47 65 61 70

18, 19, 20 septembre 1990

### Paris - La Villette

Salon de la Formation Professionnelle  
Les Entretiens Concordet

Informations:

Mascaret - Mme. Stéphane Garcia -  
11, rue Pradier, F - 75019 Paris  
Tel: 42 38 25 25

16th - 18th October 1989

### The Hague (NL) - Netherlands Congress Centre

Conference "Training Technologies for Competitiveness"

The Conference will focus on the improvement in performance of European businesses from small and medium sized companies to large multi-national

organisations, through the application of training technologies.

It will offer a unique opportunity for the exchange of information between senior managers who are involved in strategic policy making and at the same time, will bring together all professionals involved in the development, application and implementation of training technologies.

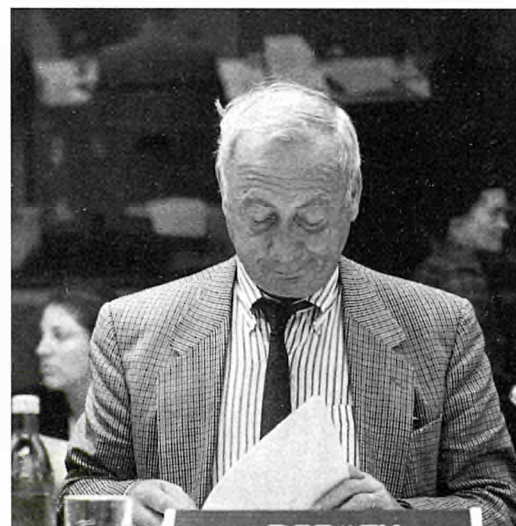
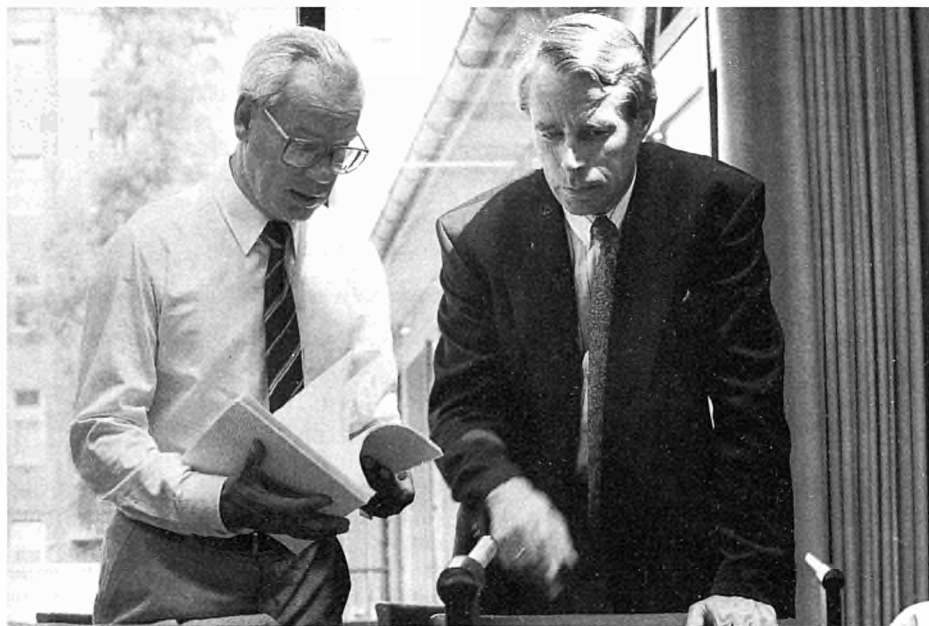
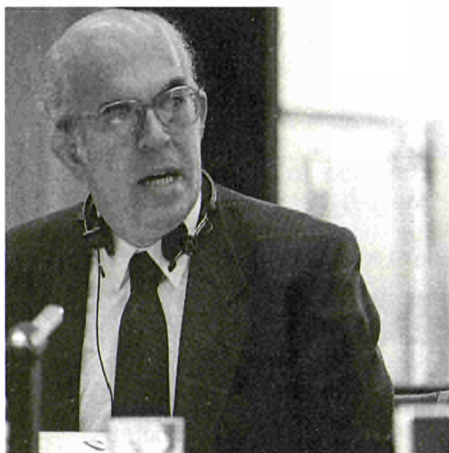
Themes:

- Strategic
- Managerial
- Organisational
- Financial
- Instructional
- Technological

Informations:

ETTE - European Training Technology Event

Blenheim Queensdale, 6 The Piazza,  
3 Devonhurst Place, Heathfield Terrace,  
Chiswick, GB - London W4 4JD  
Tel: 01 742 2828; Fax: 01 742 2801



**International courseware catalogue** - third edition, to be updated in June 1990 1989, 337 pages  
Language: multilingual (DE/EN/FR)  
Price: ECU 47; BFR 2.000; UKL 33  
Can be ordered from:  
IFCEB - International Foundation for Computerbased Education in Banking and Finance  
Ravensteinstraat 36 box 3  
B - 1000 Brussel  
Tel: 02 - 507 68 11; Fax: 02 - 512 58 61

**Productivity and training in the hotel and tourism sector**

ILO - Hotel, Catering and Tourism Committee, First session, 1989, 31 p.  
Languages: EN and FR  
ISBN: 92-2-107001-8 (EN)/92-2-207001-1 (FR)  
Can be ordered from:  
ILO; CH 1211 Geneva 22

A new guide to education opportunities beyond A level has been published today by the Department of Education and Science.

**A/AS levels/national diplomas: what next?**

concentrates on the higher education options opened up by these qualifications.  
Language: EN  
Copies are available from:  
DES Publications Dispatch Centre  
Honeypot Lane, Canon's Park,  
GB - Stanmore HA7 1AZ

El actual Stock de titulados superiores en su relación con las necesidades de desarrollo económico y social de España. Medidas de política universitaria para su ajuste. Consejo de Universidades.  
Secretaría General  
Madrid 1989, 251 p.  
Language: ES  
ISBN: 84-6000-7236-3

Diseño curricular base. Educación Secundaria obligatoria I y II.  
Ministerio de Educación y Ciencia  
Madrid 1989, 663 p. 2 vols  
Language: ES  
ISBN: 83-369-1628-X obra completa

**EC research funding: a guide for applicants**

Krickau-Richter L., Von Schwerin O.  
1990, 188 p.  
Published by the:  
Commission of the European Communities - DG XII -  
Rue de la Loi 200, B - 1049 Bruxelles  
Languages: DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT

N° 1/1990  
**Europe Sociale**

Sommaire:  
● La charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs  
● Le programme d'action relatif à la mise en oeuvre de la charte

● Politique sociale: Bilan 1989  
Edité par: Commission des Communautés Européennes  
- Direction Générale de l'Emploi, des Relations industrielles et des Affaires sociales -  
Rue de la Loi 200, B - 1049 Bruxelles  
Langues: DE, EN, FR  
N° de cat.: CE-AA-90-001-FR-C  
Prix par numéro: ECU 13,50  
Abonnement: ECU 36,—

Supplément 1/90  
**Europe Sociale**

Le marché du travail des professionnels de l'informatique en Europe  
Edité par: Commission des Communautés Européennes  
- Direction Générale de l'Emploi, des Relations industrielles et des Affaires sociales -  
Rue de la Loi 200, B - 1049 Bruxelles  
Langues: DE, EN, FR  
N° de cat.: CE-NC-90-001-FR-C  
Prix par numéro: ECU 6,75  
Abonnement Europe social et les suppléments: ECU 87,50

Veranstaltungsbericht

**Berufliche Bildung in der Offensive**  
Die Broschüre ist in DE-Sprache kostenlos zu beziehen beim Kuratorium der Deutschen Wirtschaft für Berufsbildung  
Buschstraße 83, D - 5300 Bonn 1  
Tel: 0228/21 20 76; Fax: 0228/21 20 79

- Heft 112 - Reihe  
"Berichte zur beruflichen Bildung"  
**Betriebliche Modelle und Konzepte zur Weiterqualifizierung junger Fachkräfte**

Autor: Angelika Puhlmann  
Language: DE  
Price: ECU 6, DM 12  
Can be ordered from:  
Bundesinstitut für Berufsbildung,  
K3/Veröffentlichungswesen  
Fehrbelliner Platz 3; D - 1000 Berlin 31  
Tel: 030/86 83-520

BMBW-Schriftenreihe - Folge 87 -  
"Studien zu Bildung und Wissenschaft"  
**Der Berufsstart von Hochschulabsolventen - Ergebnisse des Forschungsprojekts** -  
Autoren: U. Teichler und H. Winkler  
erschienen im März 1990, in DE-Sprache  
im K.H. Bock Verlag, Bad Honnef;  
erhältlich zum Preis von DM 24,80  
(= ECU 12,50) im Buchhandel

Reihe "Beiträge zur Arbeitsmarkt- und Berufsforschung" - Band 129 -  
**Arbeits- und Sozialraum im europäischen Binnenmarkt**  
Autoren: F. Buttler, H. Werner, U. Walwei  
Herausgeber: Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB) der Bundesanstalt für Arbeit (BA)  
Postfach, D - 8500 Nürnberg  
Language: DE  
Price: DM 20 (= ECU 10)  
Can be ordered from  
Landesarbeitsamt für Nordbayern  
- Geschäftsstelle für Veröffentlichungen -  
Postfach, D - 8500 Nürnberg

Loseblatt-Sammlung  
**Grundlagen der Weiterbildung - Praxishilfen (GdW-Ph)**  
Verantwortliche Bearbeiter:  
Rainer Güttler, Outward Bound  
- Deutsche Gesellschaft für Europäische Erziehung e.V., München -  
Prof. Dr. Dr. h.c. Otto Peters,  
Fernuniversität Hagen  
1990, Loseblattwerk, 1 Ordner,  
ca. 420 Seiten  
ISBN 3-472-50520-6  
Herausgeber:  
Verein "Grundlagen der Weiterbildung e.V.", Hagen  
Verlagsgruppe Luchterhand  
Neuwied/Frankfurt  
Price: DM 88; ECU 45  
Seitenpreis der Ergänzungen:  
DM 0,27; ECU 0,15

**La formation des formateurs: l'expérience de l'AFPA**

In: Education Permanente, n°5  
1989, 172 p.  
Langue: FR  
Informations et commandes:  
Education permanente  
21, rue du Faubourg Saint-Antoine  
F - 75550 Paris CEDEX 11  
Tel: 41 02 61 91

**L'évolution des métiers de la formation: formations qualifiantes pour les formateurs**

In: Actualité de la formation permanente, n° 103  
1989, pp. 18-98  
Langue: FR  
Informations et commandes:  
Centre INFFO  
Tour Europe CEDEX 07  
F - 92049 Paris la Défense  
Tel: 47 78 13 50

**Formation de formateurs pour les promoteurs et les permanents des Ateliers pédagogiques personnalisés - Document de synthèse**

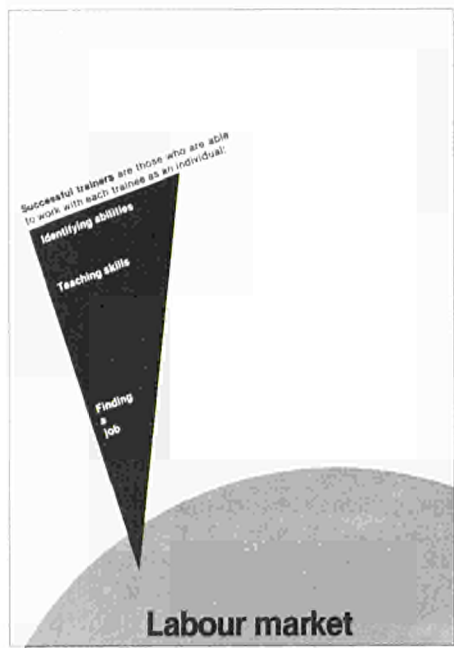
Perraud, Jacques  
Noisy-le-Grand: IOTA+/ADEP  
1989, 32 pages + annexes  
Informations et commandes:  
IOTA+/ADEP  
Mont d'Est  
le Central 430, B.P. 101  
F - 93194 Noisy-le-Grand CEDEX  
Tel: 43 04 98 76

**Les nouvelles technologies et la formation des formateurs**

par Dominique Danau  
"Eurotecnet séries"  
ISBN 90-5201-014-5  
Prix: ECU 10  
Langue: FR  
Eurotecnet  
P.O. Box 3073, NL - 6202 NB Maastricht  
Tel: 043 - 21 67 24

**CEDEFOP Action Guidelines 1989-1992** with a foreword by Mr. Jacques Delors, President of the European Communities  
Languages: ES, DA, DE, GR, EN, FR, IT, NL, PT; free of charge from CEDEFOP

## Young people in transition - the local investment



1987, 182 pages, 16x22 cm  
Languages: ES, DE, GR, EN, FR, IT, NL  
Cat.-Nr. HX-47-86-010-EN-C  
Price: ECU 4

## Training for everyone

A guide to the planning of innovative training and employment projects for unemployed young people in the EC  
1987, 150 pp.  
Languages: ES, DA, DE, EN, IT, NL  
Cat. Nr. HX-47-86-010-EN-C  
Price: ECU 4

## Die Berufsbildung in der

**Deutschen Demokratischen Republik**  
1990, 38 S.  
Language: DE  
Kat.-Nr.: HX-58-90-102-DE-C  
Price: ECU 7

## Die berufstechnische Bildung in der UdSSR

1990, 32 S.  
Language: DE  
Kat.-Nr.: HX-58-90-085-DE-C  
Price: ECU 7

## Neue Technologien und Anforderungen an die Qualifikation in der Entwicklung der Berufsausbildung der Tschechoslowakei

1990, 42 S.  
Language: DE  
Kat.-Nr.: HX-58-90-093-DE-C  
Price: ECU 7

## Neue Technologien, Arbeitsorganisation, Qualifikationsstrukturen und Berufsbildung in der Volksrepublik Polen

1990, 48 S.  
Language: DE  
Kat.-Nr.: HX-58-90-110-DE-C  
Price: ECU 7

## New technologies, work organization, qualification, structures and vocational training in Hungary

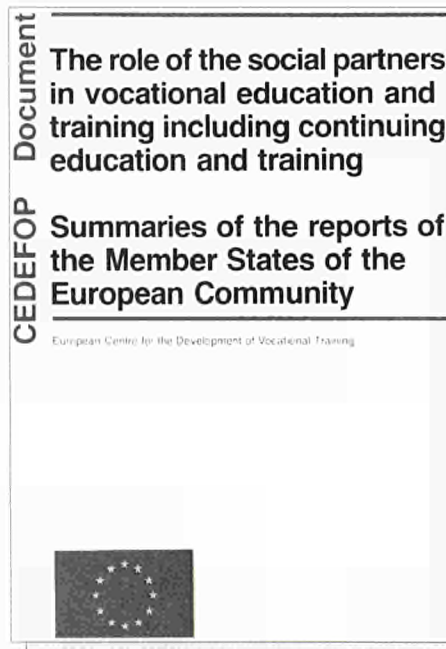
1990, 38 pp.  
Language: EN  
Kat.-Nr.: HX-58-90-110-EN-C  
Price: ECU 7

## New technologies, labour organization, qualification, structures and vocational training in Bulgaria

1990, 124 pp.  
Language: EN  
Kat.-Nr.: HX-58-90-126-EN-C  
Price: ECU 7

## The role of the social partners in vocational education and training including continuing education and training. Summaries of the reports of the Member States of the European Community

**Belgium, Denmark, Federal Republic of Germany, Greece, Spain, France, Ireland, Italy, Luxembourg, Netherlands, Portugal, United Kingdom**  
1990, 213 pp  
Languages: DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT  
ISBN 92-826-1175-2  
Catalogue number: HX-58-90-207-EN-C  
Price: ECU 5



## Formación en gestión para pequeñas y medianas empresas en las Comunidades Europeas

1990, 187 pp.  
Languages: DE, EN, ES, FR, IT  
ISBN 92-825-9840-3  
Catalogue Number: HX\_55-89-803-ES-C  
Price: ECU 5

## Formatori aziendali e responsabili gi giovani nel sistema duale di formazione professionale nella RF di Germania

1990, 64 pp.  
Languages: DE, EN, FR, IT  
ISBN 92-826-0653-8  
Catalogue number: HX-56-89-344-IT-C  
Price: ECU 5

## The training of trainers of young people in enterprises - Synthesis report

1990, 71 pp  
Languages: EN, FR  
ISBN: 92-825-9665-6  
Catalogue number: HX-56-89-699-EN-C  
Price: ECU 5

## Ein Synthesebericht zu den Angeboten für Arbeitslose und insbesondere Langzeitarbeitslose in Dänemark, der Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Italien, den Niederlanden, Portugal, Spanien und dem Vereinigten Königreich

1990, 92 S.  
Languages: DE, EN, FR  
ISBN: 92-826-1165-5  
Katalognummer: HX-58-90-190-DE-C  
Price: ECU 5

## Vocational guidance and counselling for adults. Abridged version of the summary report -

**Berlin, 7 and 8 December 1989**  
1990, 19 pp.  
Languages: DE, EN, FR  
ISBN: 92-826-1169-8  
Catalogue number: HX-58-90-198-EN-C  
Price: ECU 5

## Promotion of cooperation among research and development organizations in the field of vocational training

Working meeting papers:  
3 to 5 July 1989  
1989, 232 pages  
Languages: EN, FR, DE  
Cat.-Nr.: HX-56-89-700-EN-C  
Price: ECU 5

## Annual report 1989

1990, 72 pages, 16 x 20 cm  
N° ZD-CE-89-J02-EN-P  
Languages: DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT  
free of charge from CEDEFOP

**Source: If not specified, these publications may be obtained from the EC - Sales and subscriptions Offices**

## Periodicals

### CEDEFOP flash + flash special

An information sheet presenting the latest results of the Centre's work, published at irregular intervals  
 Languages: flash: ES, DE, EN, FR, IT  
 flash special: DE, EN, FR  
 free of charge from CEDEFOP

### 1989

- N°. 1/89  
Equal opportunities and vocational training programmes for low-income women
- N°. 2/89  
Equal opportunities and vocational training  
The problems of evaluation
- N°. 3/89  
The EC and the Labour Market Oriented Vocational Training Policies of the European Regions: Examples and Evaluations
- N°. 4/89  
Directory of Community Institutions and Organizations
- N°. 5/89  
Council Resolution on continuing vocational training and bases for its implementation
- N°. 6/89  
The promotion of cooperation amongst research and development organizations in the field of vocational training
- N°. 7/89  
The "European seminar on the development of the competencies of trainers and organizers of training programmes for SMEs" was held in CEDEFOP (Berlin) from 7 to 8 June 1989
- N°. 8/89  
The role of the social partners in vocational training  
CEDEFOP Round-Table conference in Paris, 7 and 8 November 1989
- N°. 9/89  
Employment and training by sector in Greece, Spain and Portugal

### 1990

- N°. 1/90  
First European East West Conference on "Quality and Training" held in Budapest. A flow of activities will follow. Plea for cooperation with East European partners rather than help for them
- N°. 2/90  
Information about vocational training - CEDEFOP's publications policy and its documentary information network
- N°. 3/90  
Vocational guidance and counselling for young people and adults in the European Community  
Findings of the conference on 7 and 8 December 1989 in Berlin

**A detailed list of publications can be obtained free of charge from CEDEFOP**

## flash-special

- N°. 1/90  
Education and training in Europe  
Comparative analysis of dynamic aspects of education and vocational training - flows of people and flows of funds
- N°. 2/90  
Outline report on Vocational Training and Qualification. Scenario exercise
- N°. 3/90  
Latest information on the long-term unemployed
- N°. 5/90  
First results of the social dialogue in the field of education and training

flash

CEDEFOP

5/90

SPECIAL

Responsible editors: Ernst Piehl, Director; Corine Fiehl, Deputy Director; Enrique Pineda de la Torre, Deputy Director. Editor: Burkhard Sellin, Project Coordinator. Tel.: (030) 684 12 121.

**First results of the social dialogue in the field of education and training**

On 26 January 1990, the umbrella associations of the social partners from all twelve EC Member States approved a Joint Opinion on Education and Training, in the Joint Opinion the member associations and organizations of the European Association of Employers (EAEE), the Union of Industrialists of the European Community (UNICE) and the European Centre of Public Enterprises (CEEP) have laid down a whole series of principles. We are pointing them out because of their probable importance for the development of future Community vocational training policy (cf. Annex I).

The Social Dialogue Steering Group, made up of senior officials of ETUC, UNICE and CEEP and chaired by Mrs. Vasso PAPANICOLAOU, Member of the Commission with special responsibility for Employment, Industrial Relations and Social Affairs, Human Resources, Education, Training and Youth, met in Brussels on 26 January, one year after the meeting of 12 January 1989 which, at Mr. Delors' initiative, gave a fresh impetus to the "social dialogue". As a first step towards the revitalisation of the "social dialogue", all the parties stressed its importance. Mrs. Papanicolaou stated that it represented an important forum which provided an opportunity for the two sides of industry to exchange views on crucial questions of economic and social content in an effort to create a strengthened Europe in terms of competition, social composition and solidarity. All the parties reaffirmed their commitment to the process, which would take the form of a search for solutions based on consensus.

The Steering Group expressed its approval of the Joint Opinion on Training and Education, finalized on 3 October 1989 by the Joint Working Party. This Joint Opinion should be viewed on two separate parts.

- firstly, it sets out and expresses the progress achieved in forming a common view shared by the social partners as to the general principles concerning education and training and their importance for a united Europe;
- secondly, it defines common guidelines to be adopted by European management and labour in promoting quality education and training systems.

CEDEFOP - European Centre for Vocational Training Research and Development  
 11000 Luxembourg, Avenue de la Liberté 23, L-1150 Luxembourg  
 Tel.: (030) 684 12 121  
 Telex: 320000  
 Fax: (030) 684 12 122  
 CEDEFOP - European Centre for Vocational Training Research and Development  
 11000 Luxembourg, Avenue de la Liberté 23, L-1150 Luxembourg  
 Tel.: (030) 684 12 121  
 Telex: 320000  
 Fax: (030) 684 12 122

### "Vocational Training"

As from 1990 published twice a year in DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL and PT  
 ISSN 0378-5068

Price:  
 Single copy: 1989: ECU 5; 1990: ECU 6  
 Annual subscription:  
 1989: ECU 12 (for three issues);  
 1990: ECU 10 (for two issues)

### Main themes:

- N° 1/1988  
Wanted - new media for vocational training!
- N° 2/1988  
The social dialogue - bridging the divide
- N° 3/1988  
Selective funding - a regulative instrument for initial and continuing training
- N° 1/1989  
Education and training = the keys to the future
- N° 2/1989  
Our European Neighbours - USSR, Poland, GDR, CSSR, Hungary and Bulgaria
- N°. 3/1989  
Europe: a labour market without frontiers?

**Source: If not specified, these publications may be obtained from the EC - Sales and subscriptions Offices**

## Impressum

CEDEFOP News  
 Vocational training in Europe  
 Nr. 2/90  
 ISSN 0252-8541  
 Cat.-Nr. HX-AB-90-002-3A-C  
 The contributions were received on or before 24.4.1990

**Published by:**  
 CEDEFOP - European Centre for the Development of Vocational Training  
 Bundesallee 22  
 D-1000 Berlin 15  
 Tel.: (030) 88 41 20  
 Telex: 184 163 eucen d  
 Telefax: (030) 88 41 22 22

**Editorial responsibility:**  
 Ernst Piehl - Director -

**Editor:**  
 Bernd Möhlmann

**Translation service:**  
 Alison Clark

### CEDEFOP correspondents for this issue:

- Michael J. Adams
- Marie-Françoise Chatelain
- Francis Alan Clarke
- Anna-G. Dolberg-Schomburg
- Barbara De Souza
- Génévieve Duchesne
- Peter Grootings
- Africa Melis
- Bernd Möhlmann
- Martina NicCheallagh
- Fernanda Oliveira-Reis
- Ernst Piehl
- Maria Pierret
- Enrique Retuerto
- Burkhard Sellin
- Maria Tavlaridou-Steuck
- Letizia Weiss

**Layout:**  
 Rudolf J. Schmitt, Berlin

**Technical production with DTP:**  
 Axel Hunstock  
 Ymkje Kuipers

Printed in the Federal Republic of Germany, 1990

**Office for Official Publications of the European Communities, L - 2985 Luxembourg**

CEDEFOP News appears in multilingual copy in German, English and French. Reproduction is authorized, except for commercial purposes, provided the source is acknowledged. Copies are obtainable on request, free of charge.

**Number of copies:** 20.000

CEDEFOP does not vouch for the correctness of articles whose sources are indicated, nor do such articles necessarily reflect CEDEFOP's views.

This issue includes contributions from the following national and international organizations and institutions. Where sources are named, enquiries should be addressed to the organization concerned.

**EC**  
 Conseil des C.E.  
 Secrétariat Général  
 170, rue de la Loi  
 B-1048 Bruxelles  
 Tel.: 234 61 11

Commission of the European Communities  
 TASK FORCE  
 Human Resources, Education, Training and Youth  
 200 rue de la Loi  
 B - 1049 Brussels  
 Tel.: 2351111;  
 Fax: 2350129

Economic and Social Consultative Assembly  
 Rue Ravenstein 2  
 B - 1000 Brüssel  
 Tel.: 5199011; Telex 25983  
 Fax: 5134893

**B**  
 CIDOC  
 Centre intercommunautaire de documentation pour la formation professionnelle

ICODOC  
 Intercommunautair documentatiecentrum voor beroepsopleiding  
 Boulevard de l'Empereur 11  
 B - 1000 Bruxelles  
 Tel.: 02/513 93 20 ext. 1001

**DK**  
 SEL  
 Statens erhvervspædagogiske læreruddannelses Rigsensgade 13  
 DK - 1316 København K  
 Telefon 01 14 41 14

**D**  
 Der Bundesminister für Bildung und Wissenschaft - (BMWV)  
 Heinemannstraße 2  
 D - 5300 Bonn  
 Tel.: (0228) 57-1;  
 Telex: 0285666  
 Fax: (0228) 57-2096

**BIBB**  
 Bundesinstitut für Berufsbildung  
 Fehrbelliner Platz 3  
 D - 1000 Berlin 31  
 Tel.: (030) 86831;  
 Fax: 8683455

Bundesanstalt für Arbeit  
 Postfach  
 D-8500 Nürnberg 1  
 Tel.: (0911) 17-0;  
 Fax.: (0911) 17-2123

**E**  
 INEM  
 Instituto Nacional de Empleo  
 Condesa de Venadito, 9  
 E - 28027 Madrid  
 Tel.: 4082427

**F**  
 Centre INFFO  
 Tour Europe CEDEX 07  
 F - 92080 Paris-la-Défense  
 Tel.: (1) 47781350

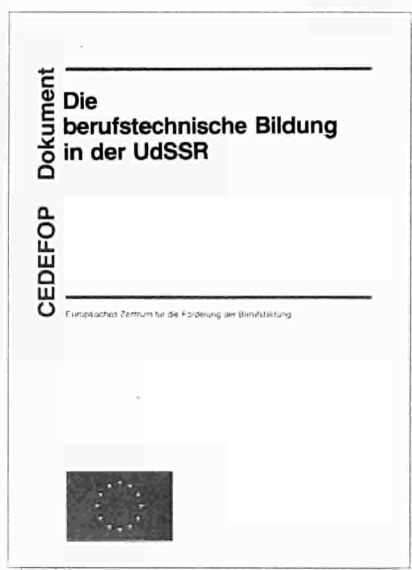
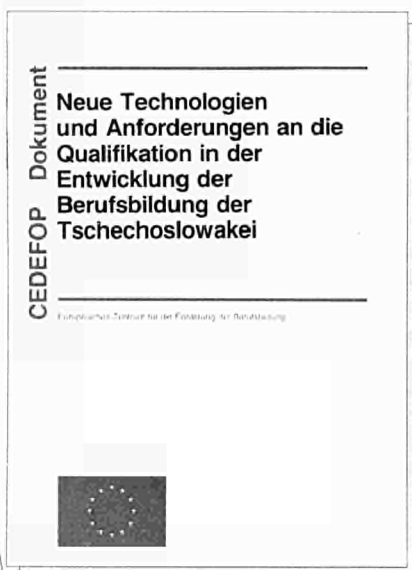
**GR**  
 Pedagogical Institute  
 Ministry of National Education and Religion  
 396 Messogion Street  
 GR-Athens

**IRL**  
 FÁS - Foras Aiseanna Saothair  
 Training & Employment Authority  
 27/33 Upper Baggot Street  
 IRL - Dublin 4  
 Tel.: (01) 685777;  
 Fax: (01) 682691  
 Telex: 93313 fas el

**I**  
 ISFOL - Istituto per lo sviluppo della formazione professionale dei lavoratori  
 Via Bartolomeo Eustachio, 8  
 I - 00161 Roma  
 Tel.: 841351

**NL**  
 PCBBL - Pedagogisch Centrum Beroepsopderwijs  
 Bedrijfsleven  
 Verwersstraat 13-15  
 Postbus 1585  
 NL - 5200 BP Den Bosch  
 Tel.: (073) 124011

**P**  
 SICT - Ministério do emprego e da segurança social  
 Serviço de Informação Científica e Técnica  
 Praça de Londres, 2-1.º andar  
 P - 1091 Lisboa Codex  
 Tel.: 896628



European Centre for the Development of Vocational Training





**Chers lecteurs,**

Dans cette feuille d'information, vous trouverez comme cela était déjà le cas dans le numéro 1, l'opinion des acteurs (ainsi qu'une réaction à un article précédent), la présentation d'une institution de formation de formateurs, certains projets de coopération transnationale et un projet de recherche. Au cours de 1990, cette "newsletter" aura un caractère expérimental - du point de vue de la "structure" et du point de vue

# Training of trainers in Europe Formation des formateurs en Europe Ausbildung der Ausbilder in Europa

de la collecte et diffusion d'informations. Vos réactions et les enseignements tirés au long de cette année nous permettront certainement de transformer, l'année prochaine, cette démarche expérimentale en une démarche plus performante et systématique. Nous re-

mercions tous ceux qui ont bien voulu nous donner un "feedback" à cette initiative et nous soulignons que toutes les informations sur des initiatives de coopération transnationale ou de recherche sur la formation des formateurs seront les bienvenues. Au CEDEFOP, les étu-

des sur les "métiers" de la formation en/pour l'entreprise (formation continue) progressent et doivent être finalisées fin septembre. Entretemps, les travaux préparatoires pour les études sur l'offre de formation des formateurs ont commencé.

Fernanda Reis Tel.: (030) 884 12 186

The "acteurs": what's their view les acteurs: qu'en pensent-ils Die Meinung der Akteure

Joachim Münch

## Do we need European Trainers?

Europe is a continent and at the same time an economic community on the way to becoming a confederation of states. The EC is already the world's largest economic power, larger than the USA and Japan, and the economic barriers still existing between its Member States will in all probability have been removed by 1 January 1993. More and more producers of goods and services in the Member States will be present on the markets of other Member States, and a large number of corporate agreements involving transnational linkages have already been concluded. The expanding trade and exchange of goods and services is being accompanied by a continued increase in transborder mobility on the part of both workers and companies.

The occupational skills held by the citizens of the Member States are important prerequisites for corporation and competition within this context. A key role is thus incumbent on the trainers - in all forms and at all levels. Narrowing the technology productivity and prosperity gap is also a matter of education and training and thus likewise a matter of the professional expertise of the trainers. More and more trainers are now operating at a transnational level, and more and more people are acquiring their occupational skills in both their home countries and other Member States.

Irrespective of the differences in training systems and trainer recruitment and training practices in the Member States - or perhaps precisely because of these differences - there is an urgent need to address the question of an occupational profile for the European trainer. This would not necessarily have to acquire any binding quality at European level, as national regulations and circumstances will continue to govern or at least partly govern the work of the large majority of trainers, but, irrespective of their specific in-company activities, the trainers trained on the basis of a "European" occupational profile - however this might be defined - would serve as a kind of "raising agent" stimulating policy-making on vocational training and corporate training activities within the EC.

What would and should such a European occupational profile for trainers look like? What would be the specific dimensions of these trainers "European qualification"? There is much to suggest that successfully working as a trainer in another Member State calls for knowledge of the following aspects of life in that Member State:

- the education and training system
- labour and training law
- corporate organization/production or service technologies
- the language
- sociocultural conditions
- attitudes and customs.

The basis for developing such a European dimension would be a subject-specific and pedagogic competence acquired within an intranational framework. If this is accepted, the qualification "European trainer" would be an additional qualification attainable

via continuing training. The following, however, would have to be borne in mind when conceptualizing such a model:

national differences are so marked within the EC that it would be impossible to strive for one European trainer qualification (cf. Greece compared with France, Portugal compared with the Federal Republic of Germany). The more obvious solution would be specialization on a group of countries such as is the case with the European diploma course in business management.

How could and should a curriculum be developed for this European trainer? There are two paths here, not alternatives but parallel and complementary paths. Firstly, the occupational profile and a skeleton continuing training programme could be laid down, i.e., theoretically and hypothetically developed, in discussions held by a group of experts. The products of these discussions would then be tested in practice. Secondly, a well planned and organized exchange of experience and views could be launched to obtain information on

- whether a European trainer is a necessary and realistic goal to strive for and, assuming it is,
- what qualification profile such a trainer should have, and
- what organizational, training and other arrangements would have to be made to operationalize such a qualification profile.

A first step along these lines might be an exchange scheme for trainers such as the scheme launched between the Management Academy in Landau and Paris-Dauphine University; a second step might be an exchange scheme for persons engaged in initial and continuing training for trainers. Subsequent steps, which cannot be examined in detail here, would/could result in the development of a curriculum based on experience and, ultimately, the establishment of a European academy for trainers.

Prof. Dr. Joachim Münch  
Faculty of Social and Economic Sciences  
University of Kaiserslautern  
Pflaferbergstrasse 95  
D-6750 Kaiserslautern  
tel.: (0631) 2052315



N° 2/  
May 1990  
Cat.- Nr.  
HX-AB-90-002-3A-C

Beilage  
Supplement  
Supplément

## Pedagogisch Technische Hogeschool Nederland

The Pedagogisch Technische Hogeschool (PTH) is the sole Dutch institute for teachers' training in the technical subjects of vocational education. The PTH centre is in Eindhoven with branches in, for instance, Rotterdam and Amsterdam. The PTH has more than 4000 students and some 1200 lecturers and employees. The PTH pursues the following main activities:

a. Initial 4- or 5-years' full-time teachers' training for technical vocation-oriented subjects, with 800 students in;

- Construction engineering;
- architectural engineering and decorating;
- Mechanical techniques;
- mechanical engineering;
- Motor-vehicle engineering;
- Electrical engineering;
- including electronics;
- Mathematics and physics.

b. Initial 6- or 7-years' part-time teachers' training for technical vocation-oriented subjects in the same fields, with in addition:

- Graphic techniques;
- Food technology and catering;
- Installation techniques;
- General techniques;
- Pedagogical didactical training and
- Training for industrial instructors.

c. In-service teachers' training for technical subjects in vocational education.

d. Contract activities with an apparent connection between (new) technologies and education, such as the development of new teaching materials and the education of instructors. The PTH falls under the higher vocational education and is financed by the Ministry of Education and Sciences.

### Initial teachers' training

The full-time training follows a 4-year senior secondary vocational education or a 5-year senior general secondary education. The part-time training assumes a completed apprenticeship training. At the beginning of their teachers' training, students are at least 18 years old. Our graduates are prepared for a job in vocational education and qualified in teaching theory as well as manual in skills in junior (LBO) and senior (MBO) secondary technical and vocational education. The training consists of:

- 25% pedagogical/didactical subjects, including practical training in schools;
- 10% exact science subjects such as mathematics, informatics and physics;
- 40% technical subjects, both theoretical and practical;
- 5% philosophical and social studies and
- 20% practical training in industry (only for the full-time training).

About 40% of our graduates take on a job in industry, often in industrial training.

### In-service teachers' training

The PTH offers an extensive technological and pedagogical programme for the in-service training of incumbent teachers in technical vocational education.

These courses are aimed particularly at the introduction of technology-related innovations in vocational education and at pedagogical, organizational and didactical quality improvement in vocational education.

During the past year, the majority of the post-graduate courses realized were in:

- informatics;
- individual vocational training;
- school management;
- computer aided engineering (CAE) and
- robotic techniques.

Each year, more than 3000 teachers undergo in-service training at the PTH. At the moment, the in-service training is aimed especially at the integration of informatics into vocational practice; didactics is an important part of this training.

### Contract activities

The PTH also carries out contract activities for government, technical vocational education and industry, and in the form of development aid to third-world countries. These contract activities are mostly realized on a project basis by employees who

teach part-time on the PTH training courses and work part-time in a project. These activities may be national or international in character.

It is an important side-effect of these activities that via initial and in-service training of teachers, new developments in industry can be more quickly absorbed into regular vocational education.

The dividend for the PTH mostly materializes in the form of new teaching materials and skills for its own lecturers. Some examples of contract activities are:

- the development and realization of a series of five courses in robotic techniques for education and industry;
- the translation and adaptation of the Canadian educational interactive software-simulation package (Electronics Work Bench) and its distribution through in-service training to vocational education and industrial training;
- the development of a new course for the training of instructors in modern welding techniques.

The PTH is pleased to participate in international projects in which the development of teaching materials, new technologies, teachers' training and vocational education are a part. As the target group grows, so the development costs are relatively less. The PTH is especially interested in participating in projects in which educational software is developed for technical vocational education.

### International contacts

The PTH is unique in The Netherlands: on the one hand, because of the full-time training it provides for teachers of technical subjects; on the other hand, because the initial and in-service training of teachers is realized within one and the same

institute. So exchanges with other teachers' training colleges is possible only in an international context. The PTH often receives foreign student visitors. Contract activities too offer possibilities for international cooperation. The PTH already has several contacts with teachers' training colleges and other development institutes for technical education abroad:

- programmes for teachers' training are being made comparable and exchanged;
- teaching materials are being exchanged and developed for in-service training;
- cooperative development aid projects are being realized;
- studies and practical training are being carried out.

### The WICB

A separate Ministerial "Working Group for International Contacts in Vocational Education" (WICB) is housed within the PTH. At the request of the Dutch Ministry of Education and Sciences, WICB organizes and supervises international exchanges in the field of vocational education. This involves study visits, conferences, practical training and bilateral education projects for and in junior and senior secondary vocational education.

The PTH is often involved in these exchanges, so that young future teachers of technical subjects have to opportunity of international orientation.

For international contacts:  
Mrs. J. Janssen  
PTH-WICB, Postbox 826,  
5600 AV Eindhoven, The Netherlands.  
Tel. international: \*\*-31.40.47.25.14.



PTH-students during an audio visual workshop  
Les étudiants du PTH pendant un cours dans le laboratoire audio-visuel



Two PTH-project employees, developing teaching material for a PLC-controlled model of a warehouse rack.  
Deux collaborateurs du PTH développent dans un projet un exemple d'une palette de magasin, contrôlée par un automate programmable

**EUROTECNET -  
Training of trainers**

This year the EUROTECNET Development and Exchange Project for Vocational Trainers will be launched. This project is based on both the results of the research which took place in 1987-1988 and the preparatory meetings which were organised in 1989.

The project must be situated in the context of the continuous development of vocational trainers. The main target group of this project are the "direct trainers", i.e., people involved in vocational training who have the specific responsibility for directly helping people to acquire skills, knowledge and attitudes.

Beside the overall objective of the project, i.e. to improve the technical, social and educational competencies of vocational trainers, four sub-objectives can be distinguished:

- a sensibilization goal: to make trainers aware not only of the own situation, but also of other approaches, other projects, other cultures;
- a learning goal: (i.e. to learn and to create learning opportunities) by comparing situations, trainers can learn new methodologies, new means of training, they have the opportunity to reflect on their situation and to introduce new stimuli;
- a transfer goal: to stimulate the transfer of good practice in the field of the training of trainers, geographically as well as thematically;
- a multiplying goal: not only the trainers participating in the project should benefit from it, but also their environment (projects to which they are linked, etc.).

Three main instruments will be used to realise those objectives:

- workshops for trainers, coupled with visits. These workshops are organised to create a platform for discussion: trainers will have the opportunity to exchange information, experiences and views. The outcome of these workshops will be practical information for the trainers.
- cooperation between trainers from several projects in the field of the training of trainers (exchange, the

production of course material, etc.). This creates the opportunity for trainers to go to other projects and to see their daily practice. In addition a product should be developed within a team of trainers from several projects.

- action research, to give scientific support to the overall project.

All these instruments will be put into place with the assistance and cooperation of the trainers working in the EUROTECNET projects. The themes for the workshops, the subjects of the cooperation and the action research will be determined with their participation.

Dominique Danau  
EUROTECNET - European  
Centre for Work and Society  
Avenue de Cottenbergh,  
66 - Bt. 13  
B-1049 Bruxelles  
tel.: 7322000

**Diplôme Universitaire de  
Formateurs d'Adultes  
(DUFA), mention Expert  
Européen en Formation  
Université Paris - Dauphine**  
Le Département d'Education  
Permanente de l'Université de  
Paris-Dauphine met en place  
pour l'automne de 1990, en  
partenariat avec d'autres uni-  
versités européennes, ce  
nouveau diplôme.

Il s'agit d'étendre au  
contexte communautaire le  
champ d'application des com-  
pétences-clés du profession-  
nel de la formation: analyse  
des situations, conception et  
mise en oeuvre des projets,  
conseil et partenariat. La  
durée du cycle, associant  
action au sein des entreprises  
de la Communauté et analyse  
de cas concrets, est de un an.

La mise en place de ce  
nouveau cycle s'inscrit dans  
un réseau européen de  
partenaires composé d'uni-  
versités (entre autres,  
University of Lancaster,  
Universitat Politecnica de  
Catalunya, Akademie Füh-  
rungspädagogik Landau,  
Université de Bologne,  
Université de Firenze) et  
d'entreprises ou d'industries  
européennes:

Clé de voûte du projet, le  
partenariat a plusieurs  
objectifs:

- échanges de stagiaires  
pour des mises en situation  
réalisées au sein de différen-  
tes entreprises et accueil au  
sein des cursus de formation
- validation croisée des  
acquis et des productions,
- conduite de projets  
conjointes de formation, en  
particulier dans le cadre du  
programme COMETT.

La mise en oeuvre de ces  
objectifs doit s'accompagner  
d'un dispositif d'analyse  
permettant de les affiner. Il  
appartiendra à l'ensemble des  
partenaires du D.U.F.A. de  
définir les paramètres  
opérationnels d'une compé-  
tence européenne en matière  
de formation, ses contraintes,  
ses atouts. Cette démarche,  
associant l'action et la réflexion,  
permettra d'avancer sur des cas  
concrets dans la connaissance  
comparée des systèmes et  
approches de formation au sein  
de la Communauté.

Direction du Diplôme:  
Anne de Blignières-Légeraud  
Evelyne Dederet  
Département d'Education  
Permanente  
Université de Paris-Dauphine  
Place du Maréchal de Lattre  
de Tassigny  
F-75775 Paris Cedex 16  
tél.: 331/47272837

**Reseau européen  
universitaire de formation  
des enseignants agricoles  
(REIFEA)**

créé en février 1989 dans le  
cadre du programme européen  
ERASMUS (Action IV.2), vise à  
développer la coopération  
européenne en matière d'infor-  
mation, de formation et de re-  
cherche en Education dans le  
domaine de la formation initiale  
et continue des enseignants  
agricoles, des directeurs ou  
principaux d'écoles secondaires  
techniques agricoles ou su-  
périeur court, d'inspecteurs et  
administrateurs de l'éducation  
scolaire et universitaire  
agricole. 30 institutions de  
11 pays européens adhèrent  
actuellement à ce réseau qui  
poursuit son extension au sein  
de la CEE et des autres pays  
européens.

**3 activités principales en  
1990:**

- la réalisation d'un vade-  
mecum des institutions de

formation initiale d'ensei-  
gnants agricoles et de leurs  
curricula de formation

- l'organisation de journées  
d'études jumelées avec  
l'assemblée générale consti-  
tutive les 19, 20 et 21 avril  
1990 à Dijon (France)
- la mise en place d'une  
étude comparative européen-  
ne sur la formation initiale et  
continue des enseignants  
agricoles pour 1991 et 1992.

A plus long terme, ce réseau  
vise:

- à mettre en place des  
groupes de travail thémati-  
ques (formation des chefs  
d'établissement, parcours  
européens de formation des  
enseignants agricoles,  
utilisation des nouvelles  
technologies en agriculture...)
- à faire fonctionner une  
université agronomique  
européenne itinérante à partir  
de 1993.

Sécrétariat général du  
Réseau:  
CIHEAM/IAM - Centre de  
Ressources Pédagogiques.  
3191 route de Mende  
- BP 5056 -  
F-34033 Montpellier Cedex 1  
tél.: 67.52.00.11

**GRETA LEMAN: Organisme  
de formation continue,**

relevant du Ministère français  
de l'éducation nationale, qui  
regroupe dix établissements  
publics locaux d'enseigne-  
ment. Le GRETA compte  
deux conseillers en formation  
continue, 40 permanents pour  
un service accueil-conseil, et  
150 formateurs appartenant à  
l'Education nationale ou  
professionnels d'entreprise

Activités principales: orga-  
nisation de stages de forma-  
tion professionnelle pour de-  
mandeurs d'emploi, salariés  
d'entreprise, tout public  
désirant se perfectionner  
dans une activité particulière.

Domaines d'activités:

- Formation et conseil en  
formation
- Ingénierie pédagogique et  
éducative
- Recherche et conception  
de nouvelles qualifications
- Conseil et formation à la  
qualité
- Internationalisation des  
programmes de formation

- Conception de formations transnationales
- Ateliers pédagogiques personnalisés et centres permanents individualisés
- Création et animation télématiques
- Enseignement assisté à distance

Le GRETA LEMAN a constitué un réseau d'appui européen:

- RFA:** Weiterbildungsberatung (Tubingen)
- RU:** National Extension College (Cambridge)
- P:** Centro Formação Profissional Industria Ceramica (Caldas da Rainha)
- B:** FOREM (Liège)
- I:** Associazione Formazione Signorini (Brescia)
- CH:** Institut Européen pour le Commerce (Bâle)

en vue de:

- la mise en place de collaborations transnationales pour des formations à dimension européenne.
- l'organisation de manifestations, en direction des entreprises notamment, avec l'aide des organismes de formation du réseau (Exemple: séminaire franco-allemand sur la formation des formateurs)
- échanges de stagiaires liés à ces actions de formation.

**GRETA LEMAN**  
 Directeur: M. J.N. Pachoud  
 2A Avenue de Verdun  
 F-74100 Annemasse  
 tél.: 50.37.50.31

### Programme A.T.C.\* - pour une entreprise tutrice

De nombreuses études l'ont montré, l'amélioration des dispositifs de formation des jeunes en alternance passe par une optimisation de la formation en entreprise, c'est à dire du tutorat.

Dans l'opération A.T.C., le tutorat ne se limite pas à la désignation d'un tuteur mais consiste à développer dans l'entreprise une fonction d'intégration et de formation de nouveaux arrivants, bref à rendre l'entreprise tutrice.

C'est d'ailleurs lorsque cette dimension élargie est remplie que les deux acteurs, jeunes et entreprises, y trouvent le mieux leur compte.

L'entreprise tutrice suppose trois niveaux de tutorat:

- au niveau de la Direction Affirmation des choix et des enjeux en matière de gestion des emplois et des ressources humaines
- au niveau hiérarchique intermédiaire (service, bureau, atelier...)

Organisation de l'accueil et du parcours du jeune dans l'entreprise; Gestion de l'alternance, Création de conditions favorisant les apprentissages.

- au niveau du poste de travail, Intégration dans le collectif de travail et transfert des compétences.

La traduction opératoire de ce principe pour le programme ATC, qui prévoit cette année de toucher une vingtaine d'entreprises adhérentes à l'AGEFOS PME ou à PROMOFAP, est la suivante: Les entreprises qui s'y engagent pour un travail en profondeur bénéficient de la mise en place d'un dispositif global:

- audit-flash-alternance sur les pratiques d'accueil, d'intégration et de formation des nouveaux arrivants dans l'entreprise;
- animation d'un groupe de progrès composé de 7 à 8 personnes représentant la direction, l'encadrement, les employés, le jeune et son tuteur. Ce groupe propose des solutions spécifiques aux problèmes préalablement identifiés;
- participation d'un cadre, choisi par la direction, à une formation de responsable du tutorat inter-entreprises,
- remise d'un dossier ATC personnalisé constitué d'outils de gestion de l'alternance;
- participation à des échanges européens dans le cadre d'un réseau constitué par les partenaires du programme d'étude CEDEFOP sur la formation des formateurs de jeunes en entreprise (Etudes réalisées en 1989).

En répondant ainsi à des attentes de l'entreprise, les partenaires d'ATC contribuent par la même occasion à créer des situations favorables à l'intégration et à la formation professionnelle des jeunes; bref, à améliorer le fonctionnement de l'alternance.

\* Accueil et Transmission des Compétences

Chef de projet A.T.C.:  
 Jean-Jacques BORU,  
 Délégué Général de CITA-DEL  
 39, rue Henri Barbusse  
 F-75005 Paris  
 Tél.: 43 54 59 08

### Voies nouvelles de développement de la formation de formateurs en France

Cette étude a été confiée par la Délégation à la Formation Professionnelle (DFP) au Centre de Recherche sur la Formation, laboratoire associé à la Chaire de Formation des Adultes du CNAM, et porte sur l'identification et l'analyse des "TENDANCES D'EVOLUTION DE LA FORMATION DE FORMATEURS" (actions de perfectionnement financées par l'Etat).

Bien que ne prétendant pas à l'exhaustivité (échantillon non représentatif), cette étude a pu permettre de discerner six voies nouvelles de développement de la formation des formateurs, probablement révélatrices de tendances plus profondes d'évolution de la fonction formation elle-même dans les organisations:

- 1 Evolution des modes de gestion et de conduite de la formation de formateurs dans le sens du partenariat.

- 2 Ouverture de la formation de formateurs aux problèmes de développement local.

3 Intégration de la formation de formateurs dans la politique de gestion des ressources humaines des organismes de formation.

4 Recherche-action comme modalité de formation de formateurs, rapprochement des situations de travail et des situations de formation à travers la recherche, occasion de formaliser des pratiques et de capitaliser des expériences.

5 Formation de formateurs à la conception ou à l'utilisation de produits ou de systèmes de formation multimédias.

6 Ouverture de la formation de formateurs à d'autres acteurs aux prescripteurs et décideurs de la formation.

Jean-Marie Barbier  
 Conservatoire National des Arts et Métiers  
 Centre de Recherche sur la Formation  
 2, Rue Conté  
 F-75141 Paris Cedex 03  
 tel.: 1/40272631

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont aidés dans l'élaboration de ce numéro

# Professionalism and professionalization of occupations in adult education: uncertain and contradictory correlations

The considerations set out below are based on the results of a conference held in Lille from 29 November to 1 December 1989 on the subject "Trainers in adult education and their qualifications: responses from the universities". They should be seen in relation to the document by Bernard Lietard, published in December\*.

## 1. Economic and social changes in continuing training and their impact on training occupations

Provided one does not confuse the "modernist" discussions on quality, detaylorization, training as an investment, etc., with actual real-life corporate practice\*\*, for trainers the main changes discernible are tending to lead to a greater need for professionalism and the reaffirmation of previous refusals to professionalize. In terms of the recent past, the company training function seems to be becoming more diffuse and the development of professional identities more uncertain.

Those responsible for training - with their very diverse competences and activities - thus cooperate or find themselves competing with other specialists: consultants, auditors, training engineers. If one perceives here the emergence of a profile of a technician who has undergone training in training to assist the training manager in designing, implementing and evaluating training measures to flank technological innovations, this would employ for the regular trainer a not insignificant risk of a (re)-taylorization of his pedagogic work.

Several participants emphasized that the fragmentation of the company training function and the emergence of new professional elements located upstream of training implies a division of labour and a more clearly subordinate position for the staff working with a direct pedagogic interface. The introduction of education technologies is accentuating this phenomenon by shifting capacities for analysing pedagogic difficulties towards a "design centre".

Although in-company training is likely to shape the professional identity of the workforce and although continuing training is keen to demonstrate according to Renaud Sainsaulieu, its ability to be a "social actor", it is difficult to see how this could be accomplished by trainers whose own professional identities are fragmented and divided.

A need for professionalism for all (from the training manager to the "tutor" on the shop floor) and recognition of specific qualifications (which is by no means prejudicial to the modes of sustaining these skills and subsequent professional "careers" could serve as more inspiring and dynamic alternative orientations than rejecting professionalization out of hand.

## 2. Changes in occupations in adult education

The discrepancies between and within companies can be seen to have become much larger if one examines the various types of salaried trainers working within the framework of the schemes to integrate jobseekers into the labour market. Some striking descriptions of this have been advanced. Although the public administration is making increasing demands in this respect and is calling for a broader range of tasks, for trainers a precarious employment situation is the rule and attested professional qualifications the exception.

Of course there is the first (and only) collective agreement signed on 10 June 1988, but it should be pointed out that this agreement was initially intended for teachers of modern languages in private schools and that the major trade unions (CFDT, CGT) have refused to subscribe to it.

The precarious employment situation in which the trainers find themselves, the brakes applied to the professionalization process - do these not stem from the public administration which, since 1975, has been launching training schemes for job-seekers as the economic

revival, the "light at the end of the tunnel", is just around the corner?

From the viewpoint of the public administration, having a flexible training apparatus which is capable of switching from one government priority to another and from priority programme X to priority programme Y is undoubtedly a useful asset, but are the phenomena at issue here cyclical or structural? By way of example, what will France do in the future with the 20% of school-leavers who fail to obtain the baccalaureat?

In other words, should one or should one not accept the long-standing reality of a dual society and, correspondingly, the existence of a training system and specialized trainers operating at the borderline between social work and continuing vocational training?

## 3. Training of trainers policy

Regional (Nord - Pas de Calais) and national policies reflect this conflict between the need for professionalism and the rejection of professionalization by leaving to the "social partners" (the negotiation path) and to individuals (access to formal training and individual negotiation on the skills acquired) the trouble of instituting or at least stabilizing the de facto occupations in adult education.

Stimulating for training bodies, these policies support university initiatives, provide scope for certified qualifications for a minority of trainers but also and ultimately come down firmly in line with the predominant positions: **professionalism YES, professionalization NO.**

To conclude, one finds, like Bernard Lietard and Guy Jobert, that each and every professionalization process derives from social struggles, from channels of influence which mobilize various individual and collective actors. Within this framework the universities, by virtue of their various diploma courses for trainers, are doubly involved in the professionalization of occupations in adult education.

The universities advance contents and professionalism which models are based more on their educational and partnership resources than on the results of any research work. They also propose certificates to validate, via their clients and their institutional partners at the regional and sociopolitical level, specific policies devoid of any prospect of harmonisation at national level (harmonization is not to be confused with uniformization here).

From this viewpoint, will European orientations play a dynamic role (B. Lietard, Education Permanente, N.99)? Perhaps, we can only be the judge of our own role.

It is probable, as was true of other professions which are today recognized as such (nursing, social workers, specialized educators) that at least 50 or 60 years will have to elapse between the emergence of voluntary, charitable activities and recognition by society and the state of a profession. If one looks at the popular education movement in post-war France, it may be that sporadic and counteractive professionalization processes will result, in the coming ten years, in adult education becoming at least a qualified transversal type of activity whose specificity is recognized within an "educational society undergoing training".

\* See letter N.I, December 1989.

\*\* Eric Verdier and Claude Dubar have clearly pointed out the limitations of this discussion. The problem which an economist sees when confronted with a training-as-an-investment issue is that of creating a set of tools for measuring the realstate of this relation. The sociologist studying innovation in training in six large companies finds the co-existence of different models for integration and training use. Any generalization on the basis of these fragile experiences would be unwise as no one can predict what models will emerge tomorrow.

Jacques Hedoux  
Universite de Lille III  
B.P. 149  
F-59653 Villeneuve d'Ascq  
Cedex  
Tel.: 20 911173